

La Situation Économique des Établissements Français de l'Océanie

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le 8 décembre 1936

par

ÉMILE HAZAN

Président : M. MAUNIER.

Suffragants : MM. PIROU.

BAUDIN.

IMPRIMERIE ARRAULT & C^E, TOURS

1936

La Situation Économique des Établissements Français de l'Océanie

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le 8 décembre 1936

par

ÉMILE HAZAN

Président : M. MAUNIER.

Suffragants : MM. PIROU.

BAUDIN.

IMPRIMERIE ARRAULT & C^{IE}, TOURS

1936

* 39866.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Situation Économique des Établissements Français

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans la
thèse ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leur auteur.*



Président : M. MAUNIER.
Suffragants : MM. FROU.
BAUDRY

IMPRIMERIE ARBAULT & C^e, TOURS

1936

« Si le bonheur consiste dans l'abondance de toutes choses nécessaires à la vie, à habiter une terre superbe placée dans le plus beau climat (terre qui produit toutes les choses pour ainsi dire sans aucune culture), à jouir de la meilleure santé, à respirer l'air le plus pur et le plus salubre, à mener une vie libre, douce, tranquille, délivrée de toutes les passions... je dis qu'il n'y a pas de peuple au monde plus heureux que la nation dont l'île de la Nouvelle-Cythère est la patrie. »

Ch.-F. Pierre FESCHE.

Volontaire sur la frégate *La Boudeuse*
(*Journal de Navigation*, 1768).

INTRODUCTION

La crise économique a atteint progressivement toutes les parties du monde, métropoles et colonies, ancien et nouveau continents.

La recherche d'une solution, d'un remède, s'est révélée difficile, à cause de l'enchevêtrement et de la complexité des problèmes à résoudre. Les rapports commerciaux entre les différents pays ont été limités par l'augmentation des droits de douane et le contingentement des importations. Pour la France, des mesures de réciprocité s'ajoutant au fait que le change français est « élevé » (1) ont nui à l'exportation des produits nationaux.

Il n'est donc pas surprenant que la plupart des métropoles aient cherché, et la France en particulier, à réveiller et à développer leur commerce colonial, conséquence naturelle de la limitation des rapports avec les pays étrangers. D'autre part, la France a intérêt à venir en aide à ses colonies en activant les échanges avec elles, avant que la crise ne les touche mortellement; cette politique de soutien, tout en favorisant les colonies, procure à la métropole des avan-

(1) Juin 1936.

tages certains. C'est que, les questions de prestige ou de défense nationale mises à part, une colonie est un débouché tout indiqué pour la production métropolitaine et une source de matières premières; alors que, la métropole n'est, pratiquement, pour la colonie, qu'un acheteur comme un autre.

Cela est si vrai que, lorsque le planteur colonial trouve, par exemple, un meilleur prix de vente pour son coprah, ou plus de facilité pour l'exporter à l'étranger, il délaisse sans hésitation le marché métropolitain.

Enfin, aujourd'hui que la balance commerciale de la France est déficitaire, en limitant nos importations étrangères et en resserrant nos relations avec les colonies, nous acquérons de l'indépendance vis-à-vis de l'étranger; tout en aidant à la « mise en valeur » de nos colonies, nous leur permettons de mieux résister à la crise. « Dès 1930, dit M. Paul Reynaud (1), la crise économique mondiale commence de faire sentir son emprise sur nos colonies. Ses répercussions seront d'autant plus sensibles que la plupart des territoires d'outre-mer, affranchis depuis peu du régime traditionnel de l'économie fermée, ne disposant pas encore de richesse acquise, ne pouvaient opposer au trouble général la résistance des vieux États organisés. »

L'intérêt de la métropole est donc de soutenir ses colonies; c'est ce qu'a compris le Parlement, qui, « dans une heureuse combinaison de droits de douane, de taxes et de tarifs de transports, de primes de com-

(1) Rapport à la Chambre sur le Budget des Colonies pour 1936.

pensation, de ristournes aux budgets et aux producteurs, d'accroissements de contingentements, a trouvé le moyen d'assurer aux plus importantes productions coloniales une protection raisonnable qui leur permette de vivre dans l'attente de jours meilleurs » (1).

La baisse sensible des prix des matières premières, de 1929 à 1934 a aggravé la situation économique des colonies productrices; et lorsque la dévaluation de la livre et du dollar s'est produite, les colonies éloignées de la métropole ont perdu la plupart de leurs débouchés ou ont été obligées de vendre leurs produits à des cours très bas.

Ainsi, un examen, même rapide, de la crise économique nous conduit à nous occuper de la question coloniale. Les nombreux problèmes soulevés par les colonies ont tous été étudiés ou évoqués à la Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, dite Conférence impériale, réunie à Paris du mois de décembre 1934 au mois d'avril 1935. Si tous ces problèmes n'ont pas reçu de solution, tout au moins immédiate, tous ont été étudiés dans un esprit de collaboration étroite entre la métropole et les colonies.

La Conférence a jeté ainsi les bases d'un programme qui doit inspirer toute politique qui tend au développement de notre domaine colonial.

L'intérêt qui s'attache aux vœux émis, aux suggestions faites, aux résultats déjà acquis au cours de cette Conférence est qu'elle groupait tous ceux qui

(1) P. REYNAUD, *op. cit.*

connaissaient le mieux non seulement les problèmes coloniaux, mais les Colonies elles-mêmes.

Ce ne sont donc pas des considérations de caractère théorique qui ont survécu à cette Conférence; des échanges de vues sincères, motivés, ont donné naissance à des réformes ou créé des mouvements appelés à se développer dans l'avenir, pour le plus grand bien de la France et de son domaine colonial.

En particulier, le rapport présenté par M. Georges Dayras, constitue une préface indispensable à cette œuvre magnifique qu'a été la Conférence impériale.

Nous aurons, à chaque instant, au cours de notre exposé, à rappeler un vœu émis par telle commission, une objection soulevée par tel rapporteur, un conseil donné par tel groupement, à la Conférence de 1934-1935. Quelle meilleure preuve que cette réunion s'imposait et que les problèmes qu'elle a abordés sont actuels et pénètrent de plus en plus notre vie économique ?

La politique qui consiste à exporter davantage à l'étranger et à moins importer est facile à suivre lorsqu'il s'agit de pays aux ressources immenses et variées, comme la Russie ou les États-Unis. Mais elle est inapplicable à la plupart des pays d'Europe. Pour la France, fort heureusement, la donnée coloniale constitue un appoint certain qui devrait permettre d'envisager avec moins d'inquiétude l'avenir de son commerce extérieur. C'est qu'elle possède, en effet, un empire colonial vaste, divers et riche, le second du monde en étendue.

Depuis la guerre, mais surtout depuis la crise de

1929, les relations de la France avec ses colonies ont subi diverses modifications; toutes, ou presque toutes, ont eu pour effet de faciliter les rapports avec la métropole : soit en avantageant les produits coloniaux qui entrent en France, soit en limitant la quantité des produits étrangers importés.

Cette protection accordée aux colonies a naturellement eu ses répercussions sur leur économie. Il est intéressant de voir comment elles se sont comportées. Nous nous proposons, dans cette étude, d'envisager un cas particulier et concret : celui des Etablissements français de l'Océanie.

Dans l'immense domaine colonial français, qui s'ouvre sur tous les Océans et s'étend sous toutes les latitudes, l'Océanie française représente une entité coloniale parfaite : son climat, sa population, sa production diffèrent essentiellement de ceux de la France; au point de vue de l'éloignement, elle est aux antipodes de la métropole. En étudiant la situation économique des Etablissements français de l'Océanie, nous voudrions pouvoir dire que nous apportons notre contribution à une meilleure compréhension des rapports de la France avec son domaine d'Outre-mer.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

L'Océanie française est constituée par des groupes d'îles ou d'atolls, situés dans le Pacifique austral, entre le 8^e et le 27^e degrés de latitude Sud, le 136^e et le 155^e degrés de longitude Ouest, c'est-à-dire, en gros, aux antipodes de la France : à un mois de Marseille, environ, à dix jours de Valparaiso du Chili, autant de San-Francisco, à huit jours de Sydney et douze de Saïgon (1). **Définitions.**

C'est le capitaine anglais Wallis qui découvrit Tahiti, en 1767; l'année suivante, Bougainville, sur *la Boudeuse*, aborda dans l'île qu'il appela la « Nouvelle Cythère ». Cook, ensuite, visita Tahiti à quatre

(1) Nous croyons utile de rappeler certains chiffres qui peuvent expliquer les courants commerciaux. Tahiti est à environ :

- 3.652 milles de San-Francisco;
- 4.200 milles de Colon (Canal de Panama);
- 2.400 milles de Nouméa (Nouvelle-Calédonie);
- 2.000 milles de Auckland (Nouvelle-Zélande);
- 3.320 milles de Yokohama;
- 4.100 milles de Hong-Kong ou de Saïgon.

reprises (1769 à 1777). Vingt ans plus tard, en 1797, une trentaine de missionnaires, envoyés par la Mission Society de Londres, débarquèrent à Tahiti, commençant ainsi, à proprement parler, l'occupation européenne.

Ces missionnaires protestants furent suivis, dès les premières années du XIX^e siècle, par des missionnaires catholiques français.

Des conflits, inévitables, surgirent et, en 1842, intervenant au nom de la France, l'amiral du Petit-Thouars, accorda à la Reine Pomaré notre protection (traité du 9 septembre 1842). Ce protectorat, suivi d'annexion, s'étendit peu à peu aux îles avoisinantes : les Marquises sont annexées en 1844, Tahiti en 1880, l'archipel des Gambier en 1882, Rapa en 1887. Cette même année, l'Angleterre renonce à tous ses droits sur les Iles sous le Vent. Et en 1898, en France, la loi du 19 mars déclare les Iles sous le Vent de Tahiti partie intégrante du domaine colonial français.

Les Etablissements français de l'Océanie comprennent alors cinq groupes d'îles :

- 1^o Tahiti, ses dépendances et les Iles sous le Vent;
- 2^o Les Tuamotou et les Gambier;
- 3^o Les Marquises;
- 4^o L'archipel des Tubuaï;
- 5^o Enfin, tout au Sud, l'Ile Rapa et les îlots de Bass.

Ces îles, faiblement habitées par une population paisible et primitive, n'atteignent, au total, que la superficie d'un petit département (3.998 km²). Leur conquête fut facile. Mais nul ne songeait, à l'époque, à la situation stratégique qu'aurait Papeete, capitale

de Tahiti, après le percement du canal de Panama (1).

Les principales îles sont Tahiti, les Tuamotou et les Gambier et dans le Sud, Rapa. Toutes, sauf les Marquises, sont entourées de coraux, véritable ceinture qui réserve partout des rades paisibles.

Tahiti, la plus grande, formée de deux presqu'îles Tahiti et Taïarapu, a un peu plus de 1.000 kilomètres carrés de superficie et près de 17.000 habitants dont 4.320 étrangers, Chinois pour la plupart. Sa capitale, Papeete, compte 7.000 habitants et possède un port sûr, vaste et profond.

Le climat des Etablissements français de l'Océanie est remarquablement salubre, malgré l'absence de différence entre les saisons.

L'indigène maori, peu porté à travailler, vit en partie du produit de sa pêche; d'ailleurs, une végétation abondante permet de satisfaire avec peu d'efforts aux besoins de nourriture (2) comme aux nécessités de l'habitation.

Le fruit de l'arbre à pain sert à préparer le mets national des Océaniens : *le popoï* (3).

(1) « Les Établissements français de l'Océanie offrent un intérêt politique et maritime qui augmenterait le jour où le canal de Panama serait ouvert à la navigation, écrivait, en 1904, Arthur Girault, dans ses *Principes de colonisation*. Par contre, l'intérêt économique de ces îles, nombreuses mais exiguës, disséminées au milieu du Pacifique, est à peu près nul pour la France. »

(2) Le *taro* constitue un élément important de l'alimentation indigène; c'est la pomme de terre des tropiques; certains tubercules pèsent jusqu'à 5 kgr.

(3) Le fruit de l'arbre à pain, de la grosseur d'un melon, pèse de 1 à 3 kgr. Il est gorgé d'amidon qui, transformé en pâte fermentée donne le *popoï*.

Ces îles produisent du coprah, de la nacre et des perles, de la vanille et des phosphates. Toutes les cultures coloniales s'y développent parfaitement; mais la crise économique et la lutte pour les débouchés ont conduit peu à peu à renoncer à certaines productions dont le rendement n'était pas en rapport avec les frais engagés, ou dont le prix de revient était trop élevé relativement aux prix mondiaux.

Il a fallu la crise et le retour aux économies fermées pour que certaines productions renaissent ou se développent. De ce fait, la balance commerciale, après plusieurs années déficitaires est enfin en excédent (exercice 1935) (1). Cela ne signifie pas que tout danger soit écarté, et des efforts sont à faire dans tous les domaines de la production pour que ces îles retrouvent leur équilibre économique.

Est-il permis d'envisager pour l'avenir, une reprise des exportations et une amélioration des prix des produits de cette colonie ? C'est ce que nous allons examiner au cours de cette étude.

Une colonie est, en général, un pays qui vend des matières premières et qui achète des produits manu-

(1) Voici les résultats de la balance commerciale de ces dernières années :

1929	excédent	2.227.000 fr.
1930	déficit	7.589.000 fr.
1931	déficit	1.591.000 fr.
1932	déficit	3.707.000 fr.
1933	déficit	4.718.000 fr.
1934	déficit	3.254.000 fr.
1935	excédent	1.171.000 fr.

facturés. Les Établissements français de l'Océanie, ainsi que nous le verrons, ne font pas exception à cette règle.

Dans une première partie, nous allons étudier quels sont les principaux produits de ces îles, et nous suivrons leur exportation, c'est-à-dire que nous verrons quels débouchés leur sont ouverts. Dans une seconde partie, nous nous occuperons des importations, des relations maritimes et du régime douanier; enfin, avant de conclure, dans une dernière partie, nous envisagerons les résultats acquis depuis la Conférence impériale.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRODUITS
ET
LEURS DÉBOUCHÉS

LES PRODUITS

... Toute la plaine, arrosée de mille ruisseaux de différentes grandeurs peu éloignés les uns des autres, est couverte d'arbres fruitiers destinés à la nourriture de ce peuple.

... Le pays est fertile en cochons, on en voit dans presque toutes les cases. Ils ont aussi beaucoup de poules et de coqs....La pêche leur forme encore un nouveau moyen de subsistance.

Ch.-F.-Pierre FESCHE.

Les Etablissements français de l'Océanie sont surtout des territoires agricoles; l'industrie a un caractère local et ne peut se développer faute de débouchés.

L'agriculture, la pêche et les phosphates des Tuamotou constituent les principales productions des Etablissements français de l'Océanie. Et, parmi les produits agricoles, le cocotier et son fruit, la noix de coco, tient la première place.

Le cocotier est un arbre des pays tropicaux, qui affecte la forme d'un palmier à tronc lisse et qui peut atteindre jusqu'à 25 mètres de haut.

Cet arbre donne un fruit : la noix de coco; elle contient un liquide légèrement sucré, laiteux, qui devient

Le cocotier :
La noix ; le
coprah ; la
fibre de coco

consistant pour partie et se concrète à l'amande qui tapisse la paroi interne de la coque.

Le cocotier vient très bien sur les plages marines, le long des voies d'eau et aux embouchures des rivières; c'est l'arbre miracle qui pousse à même le sable; mais il lui faut un climat chaud et humide, par exemple celui de Ceylan, des Iles de la Sonde et de l'Océanie française.

L'eau salée lui convient et le prémunit même contre les maladies des racines (1); l'action solaire et la grande circulation d'air constituent deux éléments importants de la productivité du cocotier, car il ne suffit pas que l'arbre pousse bien, il faut que son rendement en noix atteigne un certain chiffre (25 à 60 noix par an). Des observations ont prouvé que, même en terrain riche (vallées basses et encaissées de Ceylan) le cocotier se développe mal et est d'un faible rendement (au-dessous de 25 noix) quand l'air et la lumière lui font défaut.

Le cocotier a besoin d'engrais : 3 à 6 tonnes par hectare et une bonne plantation ne compte pas plus de 144 arbres à l'hectare. Certains planteurs entretiennent des troupeaux de bétail dans leurs cocoteraies de façon à obtenir de l'engrais et ils peuvent nourrir en partie ce bétail avec les tourteaux des noix.

Le cocotier rapporte à sa huitième année au plus tôt (2); on le multiplie avec beaucoup de soins, en

(1) Sans être un arbre fragile le cocotier est délicat et les maladies ou les insectes peuvent, sinon le faire mourir, tout au moins réduire fortement sa production s'il a atteint sa maturité ou retarder cette production si c'est un jeune arbre.

(2) Mais il vaut mieux compter 10 ou 12 ans.

partant de la noix ; sa production dure jusqu'à 50 ou 60 ans. Chaque arbre donne, en moyenne 30 à 40 noix par an, qui sont cueillies à mesure de leur maturité, en deux ou trois fois.

Les indigènes se nourrissent partiellement de noix de coco : l'amande est riche en graisse. Mais la noix est surtout exportée depuis quarante ans environ parce qu'elle sert à la fabrication de diverses huiles et matières grasses alimentaires ou domestiques.

Le tronc du cocotier est utilisé en charpente. Le spadice ou inflorescence, donne un vin de palme ou *toddy* (un litre par jour pendant 20 à 30 jours) dont on tire par fermentation un *arrack*.

L'amande séchée donne ce qu'on appelle le *coprah*. On compte, en principe, qu'un hectare de cocotiers donne une tonne de coprah. La France importe 200.000 tonnes de coprah par an (1934-1935).

Les manipulations de la noix, sur place, consistent :

a) Dans le rouissage : chaque noix étant entourée d'une coque de bois dur recouverte de fibre longue (1), cette opération a pour but de séparer la fibre de la coque. On y parvient en faisant séjourner les noix cueillies dans un endroit humide (en général de la terre creusée) qui facilite l'arrachage.

b) La noix nue est fendue et mise à l'air pour que l'amande sèche.

c) Les amandes séchées, ou coprah, sont mises en sac par le ramasseur (en général un Chinois) et ven-

(1) Le coïr.

dues aux bateaux de cabotage interinsulaire. qui les déchargent à Papeete, principal port d'exportation (1).

A ce système de récolte du coprah, il faut en adjoindre un autre qui tend à devenir prépondérant : c'est celui de la grande plantation qui vend elle-même, quand elle n'exporte pas directement, son coprah (2).

Il y a trois variétés commerciales de coprah : le *sundried* (ou coprah séché au soleil), qui est le plus apprécié, le *smooth* (séché artificiellement, au four) et le *mixed* qui est un mélange des deux premiers.

Arrivé à Marseille, par exemple, le coprah est

(1) Voici comment se répartit la production du coprah dans les Établissements français de l'Océanie (Campagne 1933-34) :

Ile de Tahiti	2.877.035 kgr.
Ile de Mooréa	894.447 kgr.
Ile de Raiatea (I. sous le Vent)	1.586.089 kgr.
Ile de Tahaa — —	1.057.756 kgr.
Ile de Borabora — —	176.957 kgr.
Ile de Maupiti — —	61.600 kgr.
Ile de Huahine — —	442.570 kgr.
Ile de Ua Uka (Marquises)	221.870 kgr.
Ile de Tahuata —	168.562 kgr.
Ile de Hiva Oa —	650.597 kgr.
Ile de Fatuhiva —	149.043 kgr.
Ile de Ua Pou —	225.203 kgr.
Ile de Nuka Hiva —	485.497 kgr.
Ile de Mehetia (Tahiti)	4.300 kgr.
Ile de Tetiaroa —	57.664 kgr.
Ile de Makatea —	35.700 kgr.

(2) Les sociétés de plantations de cocotiers sont :

Les plantations du Tubāi;

La Compagnie française de Tahiti;

La Compagnie immobilière et agricole de l'Océanie (en liquidation).

vendu aux savonneries et aux huileries; il sert surtout à la fabrication de succédanés du beurre animal; on obtient ainsi le beurre végétal (végétaline, etc...). A l'état sec, le coprah donne plus de la moitié de son poids d'huile; les tourteaux servent à l'alimentation du bétail (1).

Tuamotou, dont le climat se prête parfaitement à la culture du cocotier, produit à lui seul la moitié de la récolte des Etablissements français de l'Océanie.

L'écart entre notre production coloniale de coprah et notre consommation est tel qu'on peut sans risques de mécompte intensifier l'exploitation de ce produit de manière à obtenir au moins 120.000 tonnes, soit le triple de la production actuelle. Un accroissement de 80.000 tonnes de nos importations coloniales allègerait annuellement de 50 à 60 millions de francs nos importations étrangères (2).

Le coïr ou fibre de coco est un sous-produit important de la noix. Cette fibre, arrachée à la coque est tissée en fils par les indigènes. La France importe 12.000 tonnes de fibre de coco par an; la plus grosse quantité vient de Ceylan; or le coïr des Etablissements français de

(1) A la Bourse de Marseille on cotait (9 juin 1936), les 100 kgr. :

Coprah « mixed » Tahiti 136 fr.

Huile concrète coprah..... 205 fr.

(Les cours moyens de 1914 étaient respectivement de 58 fr. et 88 fr. 75.)

Tourteaux de coprah, bonne qualité .. 69 fr.

(2) Rapport de base à la Commission générale des productions (Conf. impériale).

l'Océanie est plus long de fil et plus régulier d'aspect; il remplacerait donc avantageusement celui que nous importons de Ceylan.

La Commission générale des productions, à la Conférence impériale a souligné l'intérêt qu'il y a, pour la France, à suivre de près le problème de la récolte et de la préparation de la fibre dans nos colonies. Les fils de coco pourraient remplacer progressivement le chanvre de Manille; et M. Georges Chenard, dans son rapport, dit que l'on devrait trouver dans la vente de la fibre de coco une atténuation au malaise dont souffrent les producteurs de coprah par suite de la chute des cours (1).

Jusqu'à ces toutes dernières années, la fibre de coco était filée à la main par l'indigène (elle continue, d'ailleurs de l'être en maints endroits); les filés irréguliers et grossiers d'aspect, étaient utilisés pour faire des cordages et des articles de sparterie.

En 1934, un ingénieur hollandais, Van der Jagt, a mis au point la filature et le tissage mécanique de la fibre de coco; les produits sont d'une régularité et d'un fini qu'on ne s'attendrait pas à obtenir avec la fibre de coco.

Comme la fibre est le meilleur marché de tous les textiles, son emploi doit s'étendre de plus en plus. Belle qualité du produit tissé mécaniquement et bas prix de la matière première vont donner à l'industrie de la fibre de coco un essor dont les Etablisse-

(1) « Notre production coloniale de 40.000 tonnes de coprah correspond à 200 millions de noix de coco donnant chacune 100 gr. de fibre brute utilisable, soit 20.000 tonnes de fibres. »

ments français de l'Océanie ne peuvent que bénéficier.

La fibre de coco est imputrescible, même dans l'eau salée; on l'utilisera donc avantageusement pour doubler les câbles sous-marins, pour les cordages et les câbles de remorques. Enfin, et c'est là un débouché immense, le nouveau procédé de tissage permet la confection de sacs à charbon, de sacs de terre, etc...

L'utilisation de la fibre de coco va créer pour les planteurs un revenu sinon nouveau du moins régulier. « Je dois faire allusion, disait M. Sautot à la session du Budget (septembre 1935), à une source nouvelle de revenus que les propriétaires de cocoteraies sont en droit d'envisager pour un avenir prochain : il s'agit de la bourre de coco (fibre ou coïr) qui jusqu'ici était brûlée sans profit par la plupart des producteurs (1). Une firme française est décidée à se rendre acquéreur de toute la production de la fibre de coco et à installer une usine (de tissage mécanique) à Papeete. »

(1) La tonne de coïr est payée 400 fr. à l'indigène; ce prix ne correspond pas à l'effort nécessaire au ramassage de pareille quantité de fibre, alors que la tonne de coïr se vend 1.200 fr. à Marseille. Aucune mesure de protection ou de soutien n'existe pour la fibre de coco; de ce fait, la fibre indienne, inférieure comme qualité à celle de Tahiti, est pourtant librement importée en France, au détriment du commerce des Établissements français de l'Océanie. Une prime à la production de la fibre permettrait aux colons de payer un meilleur prix aux indigènes et donnerait un essor à l'exportation de ce sous-produit. En 1933, les Indes anglaises ont exporté près de 6.000 tonnes de fibre de coco en France.

Ajoutons que la bourre de coco est utilisée sur place comme combustible, par exemple à l'usine électrique de Papeete.

Fruits. Les fruits exotiques sont nombreux en Océanie et leur qualité est en général appréciée. Ils sont presque tous consommés sur place. Toutefois, un faible mouvement d'exportation existe pour les oranges et les bananes.

En 1932, les Etablissements français d'Océanie ont ainsi exporté 12.000 francs d'*oranges* dont les deux tiers en Nouvelle-Zélande.

En 1933, la presque totalité des exportations d'oranges a également été absorbée par la Nouvelle-Zélande (13.000 fr.). Mais, en 1934, ce dominion voulant protéger l'agriculture locale a interdit l'importation d'agrumes; de ce fait, une partie des oranges produites a été exportée vers la France et les colonies françaises (5.000 fr. en 1934). En 1935, à la suite d'interventions auprès du gouvernement d'Auckland, les exportations ont été reprises.

Nouvelle-Zélande	8.000 fr.
Autres pays.....	7.000 fr.

Les *bananes* d'Océanie, fraîches ou séchées, ont un marché en France : 10.000 francs par an environ.

Les autres fruits frais n'ont pas de débouchés extérieurs : ce sont les pommes-cythère, sorte de petite mangue de Tahiti, les vraies mangues et les goyaves.

Le *sucre de canne*, que la France a importé d'Océanie en 1933 et en 1934, pour près d'un demi-million de francs ne fait plus l'objet de transactions extérieures. Par contre, sa distillation fournit du rhum

consommé localement ou exporté (1) en France.

La canne à sucre de Tahiti se propage très facilement et donne un produit fort beau et très abondant. Un hectare de terrain donne 40 à 50 tonnes de cannes.

La *vanille* entre pour une part importante (2.458.000 fr. en 1935) dans le commerce extérieur des Etablissements français d'Océanie. **La Vanille.**

Introduite à Tahiti, en 1846, par l'amiral Hamelin, la culture de la vanille s'est rapidement développée et les Etablissements français d'Océanie en exportent annuellement environ une centaine de tonnes.

Les principaux acheteurs sont la France vers qui va la moitié de la production, l'Australie et les États-Unis.

La vanille de Tahiti est, comme disent les spécialistes, une vanille « puissante », c'est-à-dire à parfum fort, par opposition à la vanille Bourbon (Madagascar, Réunion, etc.) qui est dite « fine ».

(1) Les exportations de rhum ont été les suivantes :

<i>Rhum hors contingent :</i>				valeur.
1934	22	hectolitres	de liquide	7.000 fr.
1935	19	—	—	6.000 fr.

<i>Rhum contingenté :</i>				
1932	189	hectolitres	d'alcool pur	158.000 fr.
1933	103	—	—	68.000 fr.
1934	116	—	—	73.000 fr.
1935	114	—	—	92.000 fr.

On remarquera qu'après avoir baissé jusqu'en 1934 (629 fr. l'hectolitre) le cours du rhum s'est fortement relevé en 1935 (807 fr.).

Le contingent de rhum tahitien autorisé à entrer en France en franchise est de 19.000 litres à 54°.

Le commerce intérieur de la vanille, c'est-à-dire l'achat au cultivateur, est presque entièrement entre les mains des Chinois, car la manipulation de la vanille est délicate et les Chinois s'y sont spécialisés.

Voici, en ce qui concerne la vanille, les déclarations faites par la Commission spéciale de politique de soutien (1) :

1^o La protection actuelle de la vanille sur le marché français est suffisante;

2^o La fiscalité frappant le produit dans la métropole est excessive et il conviendrait de l'atténuer sans retard par des dégrèvements dont une partie servirait utilement à alimenter un fonds de propagande;

3^o Pour mettre la vanille naturelle à l'abri de la concurrence déloyale de similaires synthétiques, obliger les usagers de ces derniers à mentionner sur leurs fabrications qu'elles sont parfumées au moyen d'un produit artificiel, chimique (2).

Ces vœux qui seront sans doute suivis de décisions administratives ou privées caractérisent et définissent bien les problèmes classiques que soulève le commerce de tout produit colonial : quantité, taxes et impôts, qualité et concurrence.

Avant d'en terminer avec les produits agricoles,

(1) Ces recommandations visaient surtout la vanille de Madagascar; mais nous les reproduisons car elles intéressent aussi les producteurs océaniens.

(2) Mentionnons que l'avantage incontestable de la vanilline ou vanille synthétique est l'homogénéité de sa force. Elle permet aux industriels qui l'utilisent, les chocolatiers par exemple, de supprimer tous les essais de force de la vanille naturelle, et d'établir une fois pour toutes la quantité de vanille synthétique à ajouter au cacao.

rappelons que la culture du *coton* a été tentée avec un certain succès en Océanie. Au moment où (1919-1920) les cours haussaient et où le mot d'ordre était de produire à tout prix, la culture du coton a été commencée un peu partout sous les tropiques. En 1921-1922, les cours s'effondrèrent dans le monde entier et les divers essais de culture n'eurent pas de suite. Les espoirs fondés en Océanie sur un enrichissement de la colonie par la culture du coton ne durèrent pas. Néanmoins, la variété de coton longue soie, appelée « sea-island » avait commencé à faire prime sur le marché.

Ce qui avait réussi à Java, le *café*, fut également essayé en Océanie; mais la faible étendue des plantations, la mollesse du travailleur maori, alors que le caféier nécessite des soins constants, et le café des manipulations délicates après la récolte, n'ont pas permis un prix de revient intéressant (1). Les tentatives de culture du caféier ont été limitées aux îles du Sud et Gambier.

Les Etablissements français d'Océanie exportent aujourd'hui leur café en France exclusivement.

En 1933	37.100 kgr.
En 1934	2.100 kgr.
En 1935	16.600 kgr.

La pêche est pratiquée sur une grande échelle mais **Pêche.**
le produit en est presque entièrement consommé sur

(1) Le café, mal manipulé à Tahiti, arrive parfois avarié à Marseille parce que expédié insuffisamment sec.

place. Le poisson frais ou séché entre à peine en ligne de compte dans les exportations des Etablissements français de l'Océanie (1).

Deux produits de la pêche, l'huître perlière et l'huître nacrée constituent par contre une source importante de revenus pour les îles.

La nacre de Tahiti dite « nacre noire » est particulièrement appréciée; elle est de teinte gris sombre, irisée, et les bords de l'huître ont une auréole presque noire.

Les Etablissements français d'Océanie ont exporté en 1934, 59 tonnes 1/2 de *nacres* valant 91.000 francs; et 8.000 francs de *perles*. En 1935, les exportations de nacres ont été de près de 400 tonnes, valant 723.000 francs; et les exportations de perles fines de 56.000 francs.

D'ailleurs, de 1925 à 1928, les Etablissements français d'Océanie ont exporté annuellement de 900 à 950 tonnes de nacres valant près de 3 millions 1/2 de francs. Il y a eu diminution des exportations, avec mouvement de reprise en 1935, mais surtout une forte diminution dans les cours : le kilo de nacre valait environ 3 fr. 75 pendant la période 1925-1929. Il cote actuellement 1 fr. 80 (2). C'est que le commerce

(1) Les Établissements français d'Océanie exportaient, en 1932, pour plus de 260.000 francs de « biches de mer », variété de « fruit de mer » très appréciée par les Chinois. Ces exportations sont tombées à moins de 10.000 francs en 1934, pour reprendre un peu en 1935 : 36.000 francs.

(2) « Quant au marché de la nacre, dit le gouverneur Sautot (septembre 1935), il semblait complètement en torpeur jusqu'à

de la nacre est soumis aux caprices de la mode, la nacre étant surtout employée pour la fabrication des boutons et des boucles, et dans la marqueterie.

La nacre est extraite des valves d'une huître qui peuple les petits lacs intérieurs (lagons) de la plupart des îles océaniques, principalement les Tuamotou et les Gambier (1). Comme la nacre n'arrive à sa valeur marchande qu'au bout de trois ans, la pêche en a été réglementée; elle n'est autorisée que pendant certains mois (avec roulement par lagon) et pour les huîtres ayant atteint une certaine dimension (12 cm. de diamètre).

Les phosphates, transformés en superphosphates constituent le meilleur engrais connu. Les Etablissements français d'Océanie possèdent d'importants gisements de phosphates dans l'archipel des Tuamotou; le principal centre d'exploitation se trouve dans l'île de Makatea où la Compagnie française des phosphates de l'Océanie possède une installation qui peut rivaliser, par sa technique, avec les plus modernes et les mieux organisées du monde. L'exploitation des gisements nécessite une série d'opérations et constitue une véritable industrie.

**Les
phosphates.**

ces derniers jours et aucun cours n'avait pu être établi alors que se poursuivait la campagne de plonge au lagon d'Hihueru. » Il y a eu depuis une amélioration sensible dans le marché des nacres (juin 1936).

(1) La pêche se fait à la plonge. Depuis peu de temps, des sca-phandriers sont employés; mais chaque appareil paie un droit annuel de près de 3.000 fr.

L'île de Makatea, assise sur un atoll, a émergé en poussées volcaniques successives. On en distingue clairement trois, aux érosions dont sont marqués les rochers à des hauteurs différentes. Les lagons intérieurs se sont desséchés peu à peu et ont mis à nu d'épaisses couches de phosphates.

L'aspect de Makatea est très particulier; le sol est parsemé de petits pics appelés pinacles ayant 1 à 5 mètres de haut; ces sommets ont, sous la surface du sol leur pendant sous forme de poches, qui sont remplies de phosphates. Et l'exploitation consiste à retirer ce dépôt de phosphates qui se trouve ainsi à fleur de terre.

Des séries de wagons traînés par de petites locomotives viennent jusqu'au gisement exploré. Ils sont chargés et vont vers l'usine, au bord de la mer. Les phosphates qui sont rocailleux passent dans des concasseurs qui les broient et leur donnent un aspect sablonneux, avec de temps en temps un conglomérat de quelques centimètres (1).

Le phosphate ainsi concassé passe ensuite dans d'immenses séchoirs, gros cylindres tournants, à ailettes intérieures, et qui sont traversés par un courant d'air chaud.

A la sortie le phosphate est transporté par courroie mobile sur un pont qui s'avance en porte-à-faux au-dessus de la mer; il tombe dans de petits canots qui

(1) Les acheteurs de phosphates acceptent pour ces « cailloux » de phosphates, une tolérance de 6 centimètres. C'est ce qu'on appelle l'anneau de six, mais la Compagnie française des phosphates est arrivée à les réduire à l'anneau de cinq.

attendent à l'extrémité du pont. Ces canots pleins vont porter leur chargement aux cargos qui ancrent à quelques centaines de mètres. Le phosphate est chargé en vrac.

La valeur du minerai est fonction de sa teneur en phosphate pur; cette teneur varie de 81 à 85 p. 100; celui d'Océanie est « riche »; il contient, en effet, 85 p. 100 de phosphate pur.

Les phosphates d'Océanie ont été expédiés en 1935 presque exclusivement au Japon (1.146.556 quintaux); la Suède a acheté le reste de la production (156.972 quintaux).

Pendant la guerre, la proximité de ces gisements permit à la Nouvelle-Zélande de fournir avec régularité, et en plus grande quantité les produits agricoles qu'elle expédiait en Europe. Elle était jusqu'en 1933 un gros acheteur de phosphate océanien; elle ne l'est plus aujourd'hui. De même, l'Australie qui a acheté plus de 40.000 tonnes en 1932 a complètement cessé ses achats de phosphates océaniens en 1935. Faut-il voir là une répercussion de la crise qui atteint les produits agricoles ? L'Australie voulant moins produire jugerait-elle inutile d'améliorer ses terres ?

Il est plutôt probable que ces deux dominions ont dû activer l'exploitation du phosphate de l'île de Nauru, dont la Société des Nations a confié le mandat à l'Australie.

On pourrait penser que l'Indo-Chine importe et utilise les phosphates océaniens; mais l'Indo-Chine estime que, colonie nouvelle à sol encore riche, elle peut se passer d'engrais chimiques. Il faut souhaiter que des techniciens arrivent à convaincre le cultiva-

teur indo-chinois du danger qu'il y aurait à laisser son sol s'appauvrir par trop.

L'exportation des phosphates est une source de richesse pour la colonie; ce produit entre pour près de 8 millions dans le chiffre total des exportations de 1935, qui est de 25.674.000 francs, c'est-à-dire un peu moins du tiers.

LA POLITIQUE AGRICOLE EN OCÉANIE

La Commission spéciale de l'agriculture, à la Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, s'est occupée de la politique agricole aux colonies et a suggéré certaines mesures dont l'application serait possible et utile à Tahiti.

1^o *Nécessité de techniciens agricoles.* — Ils s'occuperont tout d'abord du climat et des facteurs météorologiques; ils étudieront les sols (nous avons vu, par exemple, que certains sols et certaines régions conviennent plus spécialement au cocotier; il en est ainsi de la plupart des végétaux coloniaux); les techniciens veilleront à la lutte contre les insectes nuisibles : aux Philippines une épidémie a mis en danger en 1928 les plantations de cocotiers. Enfin, « les spécialistes doivent aussi former des cadres pour organiser et orienter la culture familiale indigène, grâce à un contact confiant. Ils auront à apporter leur concours dans la création et le fonctionnement de coopératives, de sociétés de prévoyance (1) ».

(1) Dans presque chaque numéro du *Journal officiel* des Établissements français d'Océanie on trouve l'annonce de la formation de coopératives agricoles.

2^o *Amélioration du concours apporté à la mise en valeur agricole par les services publics et les organismes divers.* — Jusque-là, en effet, les résultats obtenus ont été médiocres faute de plan général d'action et de coordination dans le travail.

La Commission suggère de mettre annuellement à jour les programmes de culture, d'élevage, d'extraction minière, en tenant compte avant tout des besoins de la métropole. Car c'est vers la métropole que l'on se tourne lorsque les barrières douanières ou les dépréciations monétaires ferment des débouchés.

Et la Commission prévoit, avec raison, pour coordonner tous les éléments qui parviendront des diverses colonies, la création, au ministère des Colonies, d'une inspection générale de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.

INDUSTRIE LOCALE ET TOURISME

Notre énumération des sources de revenus des Etablissements français d'Océanie serait incomplète si nous ne mentionnions pas l'industrie locale et le tourisme.

Par industrie locale, nous voulons dire une industrie calquée sur les industries étrangères ou métropolitaines et destinée soit à fournir aux habitants des produits qui ne peuvent être importés : comme le gaz, l'électricité ou la glace, etc..., soit à utiliser sur place des matières premières, et à les transformer en produits manufacturés, qui arrivaient jusque-là du dehors ; par exemple, l'huile et le savon (matière première, le coprah), le rhum (sucre de canne), etc...

**Industrie
locale.**

L'influence d'une industrie locale sur la balance commerciale des Etablissements français d'Océanie ne peut être que favorable.

En effet, les matières premières exportées sont vendues au prix de gros et, comme nous le verrons, à des cours mondiaux, alors que les produits manufacturés, en particulier s'ils proviennent de la métropole, sont payés en « change élevé ». Puis, surtout, en achetant au dehors, les Etablissements français

d'Océanie paient, en plus de la matière première, de la main-d'œuvre; et cette main-d'œuvre européenne ou américaine est, en général, plus coûteuse que la main-d'œuvre indigène. La colonie a donc tout à gagner à fabriquer sur place certains produits. Mais il est évident que pour qu'une industrie vive et rapporte il faut qu'elle ait un débouché tel que les frais d'installation, répartis sur une quantité importante de produits, ne grèvent pas d'une manière prohibitive le prix de revient, partant le prix de vente. Sans cela, il n'y aurait aucun avantage (1) à fabriquer sur place. Ce débouché n'existant pas pour l'Océanie, l'industrie est rudimentaire.

Comme dans tous les pays tropicaux, on trouve à Papeete une fabrique de glace et une brasserie; on y trouve aussi une usine électrique (lumière et énergie). Mais, comme toute cette production est consommée sur place, ou dans les îles de la colonie, il n'en sera pas autrement question; ces industries n'offrent, d'ailleurs, rien de particulièrement caractéristique.

Une industrie qui, par contre, aurait des chances de se développer est celle des huiles et savons dérivés du coprah. Les Etablissements français d'Océanie ont

(1) Nous ne tenons pas compte ici de l'argument qui consiste à dire que l'industrie locale utilise la main-d'œuvre locale et prévient le chômage, car il ne peut pas y avoir de chômage indigène en Océanie; la vie primitive fait que l'indigène a peu de besoins ou qu'il peut les satisfaire en fournissant un très faible effort. La civilisation européenne, amenant avec elle l'appât du gain et le désir de certaines jouissances, transforme peu à peu l'indigène, mais cette transformation est lente.

importé, en effet (chiffres de 1935) : 602 quintaux d'huile d'arachide, valant 125.000 francs; 424 quintaux d'huile fixe pure valant 132.000 francs; et nous ne parlons pas de l'huile d'olive, que nous considérons comme irremplaçable. De plus, les Etablissements français d'Océanie ont importé, la même année, près de 200 tonnes de savon ordinaire valant 350.000 francs.

Une huilerie et une savonnerie avec comme matière première le coprah devraient avoir de fortes chances de réussir; le résidu de la fabrication (tourteaux) pourrait être consommé par le bétail des îles, et en particulier par le petit porc noir qui est très répandu.

Enfin, et cet argument devrait être convaincant, si l'huilerie se développe suffisamment et arrive à la production importante et régulière d'une huile de qualité, des débouchés autres que les débouchés indigènes pourraient s'offrir, savoir l'étranger et surtout la métropole.

Mais, il est à craindre que les huileries installées en Océanie ne produisent que pour la consommation locale; en effet, les huiles fabriquées aux colonies sont, en général, peu estimées par l'acheteur métropolitain qui redoute une fabrication moins soignée qu'en France. Ce serait déjà, il est vrai, un fort beau résultat si l'industrie locale pouvait fournir l'huile courante et le savon ordinaire, nécessaires aux besoins de la colonie.

Malheureusement, les entreprises de ce genre qui s'installent en Océanie semblent d'avance vouées à l'échec tant le capital dont elles disposent est faible; et ceci indique que les capitalistes de la métropole considèrent que les colonies ne sont et ne doivent

être que des centres de production de matières premières (1).

L'essor de l'industrie automobile, l'absence d'autres moyens de communication, enfin le développement du tourisme insulaire, ont rendu prospère l'industrie de la mécanique automobile et de la réparation, à Papeete. Plusieurs grands garages existent dans cette ville.

Pour terminer, mentionnons la petite mais indispensable industrie de la construction navale. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question à propos des relations maritimes (voir p. 70). Les relations interinsulaires sont presque exclusivement assurées par des particuliers sur des bateaux qui leur appartiennent (2). En 1935, 104 navires jaugeant de 10 à 300 tonneaux étaient immatriculés dans la colonie. Sur ces 104 navires, les navires à voile sont au nombre de 31 et sont tous de construction locale (tonnage brut maximum 100 tonneaux). Pour les navires à vapeur ou à moteur,

(1) Le *Journal officiel* des Établissements français d'Océanie, en date du 15 mars 1936, mentionne par exemple la création d'une société au capital de 25.000 francs pour l'exploitation d'une huilerie-savonnerie.

(2) Les goélettes qui mettent en relations Papeete avec les îles voisines transportent obligatoirement le courrier de ces îles. Les principales relations sont :

Papeete-Moorea :	4 fois par semaine;
Papeete-Iles sous le Vent :	2 fois par semaine;
Papeete-Makatea :	1 fois par semaine;
Papeete-Tuamotou :	1 à 2 fois par mois;
Papeete-Marquises :	tous les mois environ;
Papeete-Gambier :	tous les deux mois;
Papeete-Tubuai :	tous les mois;
Papeete-Rapa :	deux fois par an.

55 sont de construction locale (tonnage brut maximum 120 tonnes) et 18 sont de construction étrangère (tonnage brut maximum 100 à 300 tonnes).

La Compagnie des Messageries maritimes avait établi un service interinsulaire, mais ce service qui n'avait aucune régularité n'était doté que d'un seul navire; et, en mai 1936, par suite d'une avarie, ce navire étant immobilisé, le service fut suspendu; il a repris avec le *Tooya* (1).

Ce sont là les seules industries que l'on trouve dans les îles françaises du Pacifique. Toutefois, il faudrait compter comme centre industriel l'usine de phosphates de Makatea (voir p. 29).

Le *tourisme* est une source de revenu pour les Etablissements français d'Océanie et il mérite qu'on s'en occupe, lorsqu'on examine la situation économique de ces îles.

Tourisme.

Depuis quelques années la mode des croisières maritimes, étendant le cercle des randonnées, y comprend le Pacifique. Et des compagnies de navigation anglaises, américaines, hollandaises, suédoises et même françaises organisent maintenant des croisières jusqu'en Océanie. Tahiti reçoit ainsi des visiteurs de passage qui sont toujours des clients pour le commerce local et dont le séjour améliore la balance commerciale des îles.

(1) Nous verrons qu'un des vœux de la Commission de Soutien à la Conférence impériale, sera la régularité de ce service interinsulaire.

Ajoutons que Papeete étant la dernière escale avant l'Amérique, les paquebots d'Australie et de Nouvelle-Zélande s'y approvisionnent. Et comme l'escale dure vingt-quatre heures, des excursions dans l'île sont prévues et bien organisées (1).

Peu d'îles sont aussi admirablement pittoresques que Tahiti, peu possèdent une population aussi hospitalière et cela explique le nombre, chaque année plus important, des touristes qui visitent les Etablissements français d'Océanie.

Papeete est un port maritime sûr au milieu du Pacifique. Il sera bientôt une base aérienne; en effet, en septembre 1935, le gouverneur Sautot a annoncé la création à Papeete d'une base d'hydravions : ce fait est intéressant étant donné le développement prochain et probable des relations aériennes entre l'Amérique et l'Australie.

« Je terminerai en rendant un juste hommage aux efforts faits par le Syndicat d'initiative de Papeete pour le développement du tourisme dans cette perle du Pacifique. Il s'agit là d'une véritable industrie qui, judicieusement et honnêtement exploitée, est susceptible d'apporter à la colonie un revenu important » (2).

Les paroles du Gouverneur étaient suivies, quelques jours plus tard, de l'arrivée dans les eaux de Tahiti de la première croisière touristique organisée par les Messageries Maritimes, sur *le Céphée*.

(1) Voir à ce sujet le *Guide des Colonies de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique*, pp. 40 à 55. Paris, 1931.

(2) M. SAUTOT, *Discours aux délégations financières*, septembre 1935.

Nous avons fini d'examiner les produits et les sources de revenu des Etablissements français de l'Océanie ; on peut dire que cette colonie présente les principales caractéristiques d'un territoire agricole.

Nous allons nous occuper maintenant des débouchés qui s'offrent aux produits de ces îles.

LES DÉBOUCHÉS

La statistique officielle des exportations, publiée tous les trois mois, dans le *Journal officiel* des Etablissements français d'Océanie et groupée ensuite dans un tableau annuel, fournit les indications les plus précises quant aux produits exportés (quantité et valeur) et aux pays de destination. Dans ces tableaux, les clients importants ont un poste spécial; ce sont :

- La France;
- Les Colonies françaises;
- Les États-Unis;
- La Chine;
- Le Japon;
- L'Australie;
- La Nouvelle-Zélande;
- L'Angleterre;
- L'Allemagne.

Les exportations vers les autres pays ne sont pas, prises séparément, assez importantes pour être vraiment caractéristiques; elles sont groupées en un seul poste.

Pour étudier le mouvement des exportations, deux méthodes sont possibles : l'examen par produit et l'examen par client ou pays de destination. C'est cette dernière méthode que nous suivrons; tout d'abord parce que, en étudiant au chapitre précédent les produits, nous avons eu l'occasion d'envisager la

question sous cet angle, ensuite parce qu'elle permet, en groupant sous une seule rubrique les importations d'un même pays, de constater quels sont ses besoins, ses goûts. Elle permet aussi des comparaisons plus faciles et des déductions plus généralement exactes.

Nous allons limiter nos observations aux chiffres des années 1932 à 1935 (inclusivement). Ceux de 1936 ne sont encore que partiellement connus; quant aux chiffres antérieurs à 1932, ils risquent de ne pas nous donner d'indications bien utiles pour l'avenir, tant les conditions économiques ont évolué depuis cette date.

1^o Les exportations vers la France. — Un système de primes à l'exportation vers la métropole doublé d'une taxe à l'importation, sur les produits étrangers similaires, est aujourd'hui si bien établi qu'il nous semble étonnant que l'on ait attendu la crise de 1930 pour y avoir recours. Jusque-là, et les exportations de 1932 elles-mêmes nous le montrent, les exportations vers la France n'étaient pas plus importantes que les exportations vers les États-Unis ou l'Australie. Aujourd'hui la politique de soutien a modifié les rapports, ainsi que nous allons voir (1).

(1) Voici, pour 1935, les principaux pays importateurs et le montant de leurs achats :

France	14.702.000 fr.
Japon	6.974.000 fr.
États-Unis	1.052.000 fr.
Australie	527.000 fr.
Nouvelle-Zélande	298.000 fr.

Les exportations sur la métropole représentent 57,26 p. 100 du montant total.

Nous allons prendre comme chiffres de base ceux de l'année 1935 et nous verrons, par comparaison, l'évolution des exportations pour chaque article. Nous limiterons les remarques aux produits particulièrement importants ou aux modifications les plus sensibles. Une première observation s'impose, qui s'applique aussi bien aux exportations vers la France qu'aux autres : les prix de 1934 sont, en général, les plus bas ; ceux de 1935 sont presque toujours en hausse. Il sera donc parfois utile d'accompagner les valeurs des marchandises exportées de l'indication des quantités.

En 1935, la France a importé des Établissements français de l'Océanie 172 quintaux de *peaux brutes* valant 9.000 francs ; 2 quintaux de *cire animale* valant 1.000 francs.

En 1932, la France importait 1.100 kgr. d'*œufs*, valant 11.000 francs, mais cette importation cesse complètement dès 1934.

La France est la principale cliente de *perles fines*.

1932	19.000 fr.
1933	55.000 fr.
1934	6.000 fr.
1935	37.000 fr.

Pour les *nacres*, l'exportation vers la France est en progression :

1932 :	312 quintaux valant	42.000 fr.
1935 :	1.276 quintaux valant	230.000 fr.

La vente d'*oranges* à la métropole a suivi une courbe

inverse de celle des ventes d'oranges à la Nouvelle-Zélande.

	France.	Nouvelle-Zélande.
1932.....	800 kgr.	30.800 kgr.
1933.....	200 kgr.	35.000 kgr.
1934.....	2.800 kgr.	800 kgr.
1935.....	néant	41.600 kgr.

Nous avons vu que des négociations avec le gouvernement d'Auckland avaient abouti à la reprise des exportations d'oranges, un moment suspendues.

Pour les *bananes*, 22 quintaux en 1935 contre 44 en 1934.

Le *coprah*, en 1935, est entièrement dirigé vers la métropole : 217.775 quintaux, valant 1.275.000 francs. En 1932, les États-Unis étaient un gros client, avec 72.750 quintaux. Ce sont les mesures de protection accordées par la métropole qui ont canalisé vers elle toute la production de *coprah*.

Par contre, la France n'importe pas des Établissements français de l'Océanie des noix de cocos en coque, parce que le voyage est trop long pour une pareille marchandise; la noix en coque est importée des Indes.

Pour le *sucré*, un changement assez curieux s'est produit : En 1932, la France n'importait pas de sucre des Établissements français d'Océanie. En 1933, 3.042 quintaux vont vers la France et 2.716 en 1934 (la totalité des exportations). Puis cette exportation tombe à zéro en 1935. L'explication tient à la mise en application du plan Chadbourne (signé en mai

1931). Ce plan, qui limitait pour 5 ans les exportations de sucre des gros pays producteurs (Cuba et Java) a eu pour contre-coup imprévu la culture intensive de la canne à sucre (ou de la betterave) dans tous les pays où cette culture était possible. De ce fait, il y eut en novembre 1934 une baisse violente des cours du sucre. Cela expliquerait que les acheteurs métropolitains aient alors renoncé en 1935 au sucre colonial, grevé de fret élevé, pour acheter à Liverpool du sucre de Cuba dont le prix venait de baisser fortement.

Voici en effet les cours du sucre à Londres :

Saison 1930-31 (août)	6 sh. 4 d. le cwt (50k802)
Saison 1931-32 —	5 sh. 10 d. —
Saison 1932-33 —	5 sh. 3 d. —
Saison 1933-34 —	4 sh. 3 d. —
Saison 1934-35 —	4 sh. 6 d. —
Novembre 1934	3 sh. 10 d. —

D'autre part, l'industrie du sucre était, en Océanie, entre les mains des Chinois; ils ont réalisé leur stock à perte et ont cessé toute production.

La France importait, en 1932, 41.300 kgr. de *café* des Établissements français d'Océanie; elle n'en importe plus que 16.600 kgr. en 1935 (après un minimum de 2.100 kgr. en 1934). La reprise des exportations en 1935 est certainement due aux efforts déployés à la Conférence impériale. Il faut dire aussi que, pour le café, il y a un cycle de production assez régulier qui permet de faire des prévisions quant à l'importance des récoltes à venir : une bonne récolte (comme celle de 1932 par exemple) est en général suivie de

deux ou trois récoltes moyennes. Le fait, par contre, d'avoir eu en Océanie, coup sur coup deux bonnes récoltes, 1932 et 1933, expliquerait la faiblesse de la récolte de 1934. On sait que pour le Brésil, c'est la non-réalisation des prévisions au sujet des récoltes suivantes, après la récolte record de 1927 (27 millions de sacs) qui amena en 1929 l'effondrement du cours du café.

La France est un fort acheteur de *vanille* océanienne : 456 quintaux en 1935, contre 190 en 1932. Le prix de la vanille est en hausse : en 1935, ces 456 quintaux sont payés 1.365.000 francs alors qu'en 1934, pour le même prix, 626 quintaux sont importés en France.

Nous avons vu (page 25) que la France importait tout le *rum* vendu par les Établissements français d'Océanie.

Par contre, les *phosphates* océaniens ne peuvent, en raison de leur éloignement, lutter avec les phosphates de l'Afrique du Nord; d'ailleurs, l'Afrique du Nord subvient parfaitement aux besoins de la métropole. Aucune exportation de phosphates n'a donc lieu des Établissements français de l'Océanie vers la France.

La France a importé en 1935 pour 11.000 francs d'articles de *sparterie et vannerie* (brosses, tapis-brosse, sacs, etc...). Il est à présumer que ce chiffre atteindra une importance plus grande dès l'installation de la fabrique de tissage mécanique de la fibre à Papeete.

Tel est l'aspect du commerce d'exportation vers la France; il se caractérise surtout par l'absorption totale du café et du coprah exportés, ainsi que d'une part importante de la vanille.

Nous pouvons ajouter que l'avenir semble meilleur pour ces trois produits dans les Établissements français de l'Océanie parce que la métropole leur offre un marché sûr et pratiquement illimité; il serait donc d'excellente politique de développer le plus possible la production de café, de vanille et de coprah dans l'Océanie française.

Au total, depuis 1933, les exportations vers la France sont en forte progression :

1932.....	8.464.000 fr.
1933.....	7.637.000 fr.
1934.....	11.622.000 fr.
1935.....	14.702.000 fr.

2° Exportations vers les colonies françaises. — Elles ne sont pas importantes et atteignent au total 110.000 francs en 1935. Ce chiffre comprend 7.000 fr. de vanille et 30.000 francs d'ouvrages de sparterie.

Il est à noter que le chiffre des exportations des Établissements français de l'Océanie vers les colonies françaises va en diminuant; il était de près d'un demi-million en 1932, il n'est plus que de 110.000 fr., ce qui confirmerait le fait que les colonies sont plus gravement atteintes par la crise que la métropole.

3° Exportations vers les États-Unis. — Les États-Unis achetaient jusqu'en 1933 plus de 20 quintaux par an de *biches de mer*, variété de « fruits de mer »

destinée à la population chinoise de San-Francisco. En 1935, ces achats tombent à 7 quintaux. Faut-il voir là le résultat indirect de la politique anti-jaune des Américains, politique qui tend à réduire le nombre des Chinois en Amérique (donc de consommateurs de « biches de mer ») ?

Les États-Unis sont de forts acheteurs de *nacres* océaniques : 2.550 quintaux en 1935 (les 2/3 de la production totale) pour près d'un demi-million de francs.

Ils n'achètent plus d'*oranges* alors qu'en 1932 2.400 kgr. étaient dirigés sur San-Francisco.

Les États-Unis, nous l'avons dit, étaient d'importants clients pour le coprah, mais les exportateurs océaniques envoient maintenant leur production en France où ils obtiennent de meilleurs prix et surtout des primes. Par contre, les États-Unis sont les seuls acheteurs de noix de coco en coque (543 quintaux en 1935) : les noix fraîches ne supporteraient pas la longueur du voyage jusqu'à Marseille.

De même, les États-Unis achètent beaucoup de *vanille* aux Établissements français de l'Océanie, 139 quintaux en 1935, après 283 en 1934, et cela malgré le voisinage du Mexique qui est un gros producteur de vanille.

Telles sont les caractéristiques des exportations vers les États-Unis ; elles se signalent par ce fait que, malgré des tarifs douaniers très élevés, des produits agricoles océaniques entrent aux États-Unis ; deux raisons expliquent ce commerce : les États-Unis n'ayant pas de colonies ont besoin de certains produits tropicaux (par exemple les noix de coco pour la pâtisserie, les nacres pour les boutons) ; les produits des

Établissements français de l'Océanie sont de qualité supérieure et bravent les barrières douanières.

Après avoir marqué une forte baisse en 1934, les chiffres des exportations vers les États-Unis semblent reprendre en 1935 :

1932.....	5.195.000 fr.
1933.....	2.336.000 fr.
1934.....	828.000 fr.
1935.....	1.052.000 fr.

La reprise est plus sensible quand on considère les *quantités* exportées :

1934.....	1.352 quintaux
1935.....	3.244 quintaux

4^o **Exportations vers la Chine.** — La Chine achète en Océanie des *biches de mer* (91 quintaux en 1935), et une variété de champignon, le *fungus* (46 quintaux en 1934; 3 quintaux seulement en 1935).

Nous répétons qu'en ce qui concerne la Chine, il y aurait lieu de veiller à la diminution du déficit du commerce des Établissements français d'Océanie avec elle. La Chine a vendu à l'Océanie pour 1.619.000 fr. en 1935 et ne lui a acheté que pour 38.000 francs. Nous pensons que les petits commerçants chinois, très nombreux dans la colonie, sont évidemment pour beaucoup dans cet aspect du commerce avec la Chine. Lorsque la paix intérieure régnera à Pékin et à Nankin il sera peut-être utile d'entamer des négociations ayant pour but de développer nos exportations d'Océanie. A défaut de solution de cet ordre, il faudrait sans doute envisager un transfert à l'Indo-Chine de la majeure partie des achats faits à la Chine.

5^o **Exportations vers le Japon.** — En ce qui concerne le Japon, la situation est exactement l'opposée de celle que nous venons d'étudier pour la Chine : le Japon est uniquement un acheteur en Océanie française. Il n'y achète il est vrai, qu'un seul produit : les phosphates, mais il absorbe la presque totalité de ces exportations : 114.655 tonnes en 1935, sur une exportation totale de 130.352 tonnes et les chiffres sont en progression constante depuis 1933 :

1932.....	2.320.000 fr.
1933.....	1.723.000 fr.
1934.....	3.127.000 fr.
1935.....	6.974.000 fr.

Il est évident qu'il y a peu d'autres produits des Établissements français de l'Océanie qui puissent intéresser le Japon et il n'y a guère de perspectives de développement de ce côté pour les exportations des Établissements français de l'Océanie. Constatons, en échange, que le dumping japonais a épargné cette petite colonie.

6^o **Exportations vers l'Australie.** — Jusqu'en 1933, ce dominion comptait parmi les bons clients de l'Océanie.

Les importations australiennes d'Océanie ont été :

En 1932.....	2.156.000 fr.
En 1933.....	1.324.000 fr.
En 1934.....	427.000 fr.
En 1935.....	527.000 fr.

En 1935, l'Australie n'a importé que 600 kgr. de *bananes*, et 190 quintaux de *vanille* alors qu'en 1932

elle avait, en outre de ces deux produits, importé plus de 40.000 tonnes de phosphates, valant près de deux millions de francs. Aujourd'hui, l'Australie n'importe plus de phosphate océanien; tout son phosphate vient de Nauru.

7° Exportations vers la Nouvelle-Zélande. — La Nouvelle-Zélande a, elle aussi, fortement réduit ses achats en Océanie.

Elle a acheté, en 1935, 82 quintaux de peaux brutes, 17 quintaux de cire animale et, comme nous l'avons indiqué, 416 quintaux d'oranges.

Elle a importé aussi 25 quintaux de vanille.

La Nouvelle-Zélande n'importe plus de phosphate océanien, et ceci depuis 1934. En 1932, elle avait acheté 20.167 tonnes et en 1933, 7.112 tonnes.

Ici encore, il s'agit d'un client que les Établissements français d'Océanie devraient garder; la Nouvelle-Zélande, comme l'Australie, s'adresse à Nauru pour son phosphate. Une production moins onéreuse permettrait-elle aux Établissements français de l'Océanie de reconquérir le marché zélandais ?

Voici les chiffres des exportations vers la Nouvelle-Zélande :

1932.....	1.162.000 fr.
1933.....	614.000 fr.
1934.....	237.000 fr.
1935.....	298.000 fr.

8° Angleterre et Allemagne. — Ces deux pays ne sont pas des acheteurs importants de produits océa-

niens et c'est sans doute par tradition que le *Journal officiel* leur accorde une mention spéciale.

En 1935, les achats de l'*Angleterre* se sont limités à 3.500 kgr. de vanille et 13 tonnes de nacres.

Quant à l'*Allemagne*, elle achetait jusqu'en 1935, des quantités importantes de nacres :

1932.....	563 quintaux
1933.....	453 quintaux
1934.....	114 quintaux

Cette importation s'arrête totalement en 1935. La seule raison apparente est le contrôle sévère des importations allemandes, en vue de la défense de la devise. Cette réduction est aussi sensible pour la vanille et pour les mêmes raisons :

1932.....	6.800 kgr.
1933.....	3.000 kgr.
1934.....	1.800 kgr.
1935.....	900 kgr.

Pour ce qui est de l'*Angleterre*, il y a peu de chances de voir se développer les relations commerciales avec les Établissements français de l'Océanie. Tout d'abord parce que l'*Angleterre* possède un domaine colonial qui lui procure tous les produits qu'elle peut souhaiter, et que la politique impériale britannique, telle qu'elle a été élaborée à Ottawa repose sur le principe de la protection des produits des Dominions. Ensuite, parce que les Établissements français de l'Océanie sont trop éloignés de l'*Angleterre*; si l'*Australie* et la *Nouvelle-Zélande* sont des acheteurs, malgré la formule « buy

british », c'est en raison de la proximité des Établissements français de l'Océanie.

9^o Pays divers (autres que ceux indiqués ci-dessus). — Il s'agit de la Belgique, des Pays-Bas, des Indes, de pays de l'Amérique centrale, de l'Italie, de la Suède. Tous ces pays réunis achètent un peu de tout, mais en faible quantité, exception faite pour les phosphates.

Nous notons pour 1935 :

Œufs.	7.000 fr.
Perles fines.	3.000 fr.
Manioc.	2.000 fr.
Oranges.	7.000 fr.
Bananes.	23.000 fr.
Sucre.	2.000 fr.
Café.	2.000 fr.
Vanille.	32.000 fr.
Phosphates.	902.000 fr.
Vannerie.	3.000 fr.

Il est assez difficile de suggérer une politique commerciale à suivre pour ces exportations parce qu'elles sont trop éparpillées. Les 902.000 francs de phosphates représentent le prix de 15.697 tonnes exportées entièrement en Suède.

Nous avons ainsi fait le tour des pays importateurs de produits océaniques, et nous arrivons à cette conclusion que tous les produits des Établissements français de l'Océanie ont un marché; la surproduction n'est pas à redouter et la politique économique de ces îles devrait être de continuer à produire des marchandises de qualité, tout en limitant les variétés. Il est

certain que les phosphates, les fruits, le café, les perles, la vanille, et surtout le coprah, sans être des produits d'égale utilité, sont toujours demandés et la production océanienne si forte soit-elle n'arrivera pas à saturer un marché. Nous écartons volontairement les nacres dont l'utilisation dépend de la mode; celle-ci n'obéissant par son essence à aucune loi, il est difficile d'avoir une politique de production des nacres; c'est une question de connaissance du marché et de ses besoins temporaires, connaissance qui n'est à la portée que d'un très petit nombre d'importateurs. En revanche, les nacres n'étant pas un produit périssable, l'importateur qui a les moyens de stocker, peut toujours attendre un « retour » de la mode. Enfin, ainsi qu'on l'a vu, la production de la nacre se limite pour ainsi dire d'elle-même et n'a guère besoin de solution artificielle, puisque l'huître nacrrière n'est commerciale que lorsqu'elle atteint une certaine grandeur.

Pour tous les autres produits, en dépit des baisses de prix de 1934, leur marché est bon et il n'y a pas de risque de surproduction. Les chiffres de 1935, qui marquent un progrès en quantité et en valeur sur ceux de 1934 témoignent bien que les Établissements français de l'Océanie ont dépassé le stade critique de la dépression économique.

Le chiffre total des exportations qui était en baisse en 1933 marque depuis une forte reprise :

1932.....	21.011.000 fr.
1933.....	14.753.000 fr.
1934.....	16.879.000 fr.
1935.....	25.674.000 fr.

DEUXIÈME PARTIE

LES IMPORTATIONS
LES RELATIONS MARITIMES
ET
LE RÉGIME DOUANIER

LES IMPORTATIONS

Colonie agricole, l'Océanie française importe principalement des produits manufacturés, de l'outillage, le complément de ses besoins alimentaires et, en général, ce qu'elle ne peut pas produire ou qu'elle obtiendrait chez elle à un prix trop élevé.

Une colonie importe, dit-on, dans la mesure de ses exportations; logiquement, il devrait en être ainsi. Mais c'est surtout vrai pour les anciennes colonies, qui sont outillées et qui ont atteint un stade de développement tel qu'elles n'ont plus besoin pour produire d'avoir recours à des installations nouvelles et par conséquent à des capitaux nouveaux (1).

Il n'en est pas de même des jeunes colonies, ou du moins des colonies tard venues à la vie économique moderne. Elles ont besoin de s'outiller, et pendant de nombreuses années elles importeront des marchandises et des capitaux dans des proportions bien supérieures au montant de leurs exportations. Le colon qui veut planter des cocotiers doit pouvoir attendre dix ans pendant lesquels il devra vivre et soigner ses

(1) Toutefois, s'il se produit une révolution technique comme par exemple l'utilisation dans l'industrie du mazout au lieu du charbon, une adaptation est nécessaire qui ramène sur ce point la colonie outillée au stade de développement d'une colonie neuve.

arbres. La production coloniale est avant tout une longue patience et le planteur un vrai pionnier.

Ceci dit, on comprend qu'une colonie comme les Établissements français de l'Océanie ait une balance commerciale déficitaire. Des événements imprévus peuvent l'aider à dépasser plus rapidement ce stade; l'après-guerre (1) avec la consommation énorme de tous les produits et leur hausse pendant les années 1918 à 1920 est un exemple. Mais, en général, le courant des exportations ne dépasse que lentement celui des importations.

Pour la première fois depuis six ans, le fait s'est produit en 1935, pour les Établissements français de l'Océanie et les exportations ont été en excédent d'un peu plus d'un million sur les importations. C'est, à n'en pas douter, le signe d'une reprise économique.

Quels sont les produits importés en Océanie et quelle est leur provenance ? Ici encore, nous allons considérer les résultats de l'année 1935 et les chiffres fournis par le *Journal officiel* de la colonie. Comme pour les exportations, nous n'insisterons que sur les marchandises les plus caractéristiques de façon à éviter une énumération qui risquerait, pour les importations surtout, d'être fastidieuse (2).

(1) La difficulté d'exporter, faute de moyens de transport, fit que la guerre ne développa pas le commerce des Établissements français de l'Océanie, au contraire.

(2) Nous croyons préférable de procéder à l'énumération des importations par produit ou marchandise plutôt que par pays exportateur, comme nous l'avons fait pour les exportations. Le lecteur aura ainsi un aperçu immédiat des besoins de la colonie.

Le *bétail vivant* vient principalement des Etats-Unis, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Au total pour 16.000 fr., en 1935.

Les *viandes*, fraîches, réfrigérées ou congelées, salées ou fumées, et surtout conservées en boîtes sont importées en très grosses quantités de ces mêmes pays; la France envoie des spécialités : jambons, saucissons, etc... et la Chine des viandes salées.

Au total (1935) :

Viandes fraîches ou congelées.....	70.000 fr.
Viandes salées ou fumées	176.000 fr.
Conserves de viandes en boîtes ...	913.000 fr.

Ceci nous indique que le bétail est rare dans ces îles; d'autres importations vont confirmer ce fait :

Les Etablissements français de l'Océanie importent, toujours des trois grands producteurs agricoles, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande et Australie, pour 638.000 fr. de *lait concentré*, et, des deux dominions, pour 761.000 francs de *beurre*.

Malgré le produit de la pêche locale, les Etablissements français de l'Océanie ont importé pour plus de 25.000 francs de *poissons secs*, salés ou en conserve, la plus forte quantité venant des Etats-Unis.

La farine de froment vient principalement d'Australie (1.618.000 fr.), le *riz* de Chine (810.000 fr.).

Les Etablissements français de l'Océanie sont grands consommateurs de *tabac*; il leur vient surtout des

Etats-Unis; au total la colonie a acheté pour 861.000 francs de tabac et cigarettes.

Le *bois* commun est rare en Océanie, la Suède et les Etats-Unis lui en ont envoyé pour près d'un million en 1935.

Un autre article de forte importation est le *vin*; et là la France (avec l'Algérie et la Tunisie) est le principal fournisseur.

	France et colonies.	Autres pays.
Vins ordinaires.....	893.000 fr.	88.000 fr.
Vins mousseux.....	113.000 fr.	3.000 fr.
Liqueurs, rhums.....		14.000 fr.
Eaux-de-vie et boissons distillées	176.000 fr.	162.000 fr.
Total.....	1.182.000 fr.	267.000 fr.

Ces chiffres sont à peu près constants pour les quatre années 1932 à 1935. Une remarque intéressante est à faire, toutefois, en ce qui concerne les *vins ordinaires*: alors que l'Algérie et la Tunisie n'en exportaient pas vers l'Océanie en 1932, leurs envois ont atteint :

En 1933	65 hl. valant	16.000 fr.
En 1934	192 hl. valant	28.000 fr.
En 1935	1.525 hl. valant	252.000 fr.

Le *mazout* vient exclusivement des Etats-Unis. 538.000 francs en 1935. A ce propos, notons que la Compagnie française des Phosphates de l'Océanie procède actuellement à l'installation à Papeete d'une

station de ravitaillement en mazout (1). Ce sont encore les Etats-Unis qui fournissent le *pétrole* et les *huiles minérales* (essence); au total, pour plus d'un million.

Si la France fournit la *parfumerie* (156.000 fr.) et les *spécialités pharmaceutiques* (337.000 fr.), le *savon* vient surtout de Nouvelle-Zélande (263.000 fr.).

Les *ficelles* et cordages, les *sacs* de jute ou de chanvre viennent surtout des Etats-Unis, au total pour 354.000 fr.

Pour le *papier*, il y a deux principaux fournisseurs : la France, 2.300 tonnes valant 276.000 fr. et les Etats-Unis, 9.080 tonnes, valant 226.000 francs.

Les *machines* motrices agricoles (y compris les tracteurs) à vapeur, à pétrole ou électriques viennent aussi des deux mêmes pays, mais principalement d'Amérique.

France.....	238.000 fr.
États-Unis.....	643.000 fr.

Les *automobiles* viennent des Etats-Unis parce que les Américains fabriquent et vendent ces véhicules à bon marché, et aussi parce qu'ils ont compris les nécessités coloniales et créé des voitures résistantes qui circulent partout. Pour une voiture expédiée de

(1) *Le mazout* semble avoir évincé la *houille* à Papeete. Les importations de charbon qui étaient encore de 5.235 tonnes en 1934 et de plus de 800 tonnes en 1933 sont tombées à zéro en 1935.

France et valant 19.000 francs, il est entré 46 voitures américaines valant 471.000 francs (1).

Nous avons fait ainsi le tour des principales importations. Cet examen appelle quelques remarques que M. Touze n'a pas manqué de faire, dans son rapport à la Commission économique de la Conférence impériale : les principaux fournisseurs sont les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La France ne se maintient sur le marché océanien que grâce à la protection des produits français à l'entrée dans la colonie et à la politique de protection du produit océanien à l'arrivée en France, qui a pour effet d'augmenter les exportations de la colonie vers la France, et, par suite, dans une certaine mesure, les achats de la colonie.

Cependant, la France est loin d'avoir une place prépondérante parmi les fournisseurs des Etablissements français de l'Océanie. Elle leur a vendu :

		Total des importations.	Pourcentage de la France.
En 1933..	5.399.000 fr.	19.471.000 fr.	27,72 p. 100
En 1934..	5.143.000 fr.	20.133.000 fr.	25,54 p. 100
En 1935..	5.340.000 fr.	24.503.000 fr.	23,33 p. 100

Les marchandises françaises n'entrent donc pas pour le quart dans les importations totales des Etablissements français de l'Océanie et ce pourcentage va diminuant. La principale raison est tout d'abord l'éloi-

(1) Un décret récent (juin 1936) vient, il est vrai, de taxer fortement l'entrée des voitures américaines; il faut s'attendre à une augmentation dans les importations d'automobiles françaises.

gnement; la distance grève toutes les importations françaises d'un prix de transport important (1). Ensuite, les prix intérieurs français sont supérieurs aux prix mondiaux. Enfin, pensons-nous, les producteurs français n'ont pas de politique commerciale coloniale suivie. Ils vendent aux colonies au hasard de la demande, sans programme défini. Le producteur français sous-estime la publicité; il fabrique de bons produits et il attend qu'on vienne les lui acheter. Il ne va pas au-devant du client colonial, il ne le sollicite pas. Fort heureusement, le commerce d'exportation de France vers les Etablissements français d'Océanie se trouve entre les mains de négociants qui ont vu Tahiti, y ont vécu et connaissent les besoins de ces îles. Ils continuent, d'ailleurs, d'être en rapport avec les Etablissements français d'Océanie autrement qu'en leur vendant des produits français : en général, ils sont acheteurs de produits océaniens, lorsqu'ils ne sont pas, de plus, producteurs sur place.

Mais, tout ceci est empirique, fermé et forcément limité. Des foires commerciales à Marseille, à Lyon ou à Paris peuvent avoir de l'influence sur ceux qui habitent la France ou les pays voisins; ces foires touchent-elles les acheteurs de colonies aussi éloignées que Tahiti ? Nous ne le croyons pas. Il faudrait donc aller trouver le client sur place et lui vendre des produits de la métropole. Ce procédé est coûteux lorsqu'un seul producteur en assume les frais, mais la solution consisterait dans le groupement de plusieurs

(1) Et c'est pourquoi M. Touze insiste sur une réduction du prix du fret.

producteurs qui enverraient régulièrement, à frais communs, une ou deux fois par an, un représentant actif sur place. Ce représentant reviendrait en France avec des commandes et avec des suggestions : il aurait l'occasion de *voir*, par exemple, les produits étrangers qui plaisent à l'acheteur océanien et il pourrait demander aux exportateurs qu'il représente de modifier leurs envois dans le même sens.

En résumé, nous avons en Océanie un marché qui nous est ouvert;; il est restreint mais il peut se développer puisque 75 p. 100 de ce marché sont entre les mains de producteurs étrangers.

La représentation sur place, un contact permanent avec la métropole, une publicité régulière et intelligente ne nous feront pas conquérir d'un seul coup ce marché océanien; mais ces mesures faciliteront les résultats qu'on attend de la double politique de protection et de soutien dont il sera question dans le chapitre suivant.

D'ores et déjà, nous pouvons indiquer aux producteurs français, après l'étude du tableau des importations, les principaux produits qu'ils pourraient exporter à Tahiti ou pour lesquels ils devraient faire un effort de façon à conquérir ce marché ou à le développer.

Lait concentré. — La France n'en expédie pas une seule boîte alors que, dans la métropole, cette industrie s'est prodigieusement développée. Il y a certainement une place à prendre dans les importations de cet article, qui ont atteint 657.000 francs en 1935.

Farine de froment. — La France en a exporté 50 quintaux en 1935 contre 23.776 pour l'Australie seule et 26.410 au total. Si les prix intérieurs du blé sont très élevés en France, par rapport aux prix mondiaux, les primes à l'exportation pour le blé exporté à l'étranger devraient jouer à plus forte raison pour des exportations de farine vers une colonie qui ne produit pas de blé. La prime devrait permettre de vendre la farine à un prix inférieur, aux colonies.

Sucre. — Les colonies françaises n'exportent pas de sucre en Océanie qui en importe des Etats-Unis (près de 170 tonnes) et de Chine (50 tonnes). Pourtant les paquebots des Messageries Maritimes font escale à Fort-de-France, en route pour Papeete; ils pourraient charger aux Antilles du sucre pour Tahiti. Il est vrai que la politique de protection fait que le sucre français et colonial est cher (par rapport aux prix mondiaux) et que les Antilles ont intérêt à vendre cher en France, où un marché leur est ouvert dans la mesure où il est fermé aux sucres étrangers.

Le *thé* et le *riz* viennent de Chine (13 tonnes et 1.100 tonnes) alors que l'Indo-Chine pourrait certainement les fournir aux Etablissements français de l'Océanie.

Quant à *l'huile d'arachide*, la métropole devrait pouvoir éliminer les 40 tonnes qui viennent de Chine (contre 20 de Marseille).

Pour le *fer*, les *aciers en barres*, les *tôles*, etc..., la France ne fournit que 23,7 tonnes sur un total de

153,5 tonnes; alors que l'Angleterre, qui est aussi éloignée de l'Océanie, lui en vend 68 tonnes.

Il est au moins aussi surprenant que le *savon ordinaire* vienne en plus forte quantité de Nouvelle-Zélande plutôt que de Marseille : 148 tonnes contre 44. Enfin, revenons encore à la question des *automobiles* : la disproportion est vraiment trop forte entre les exportations respectives de la France et des Etats-Unis.

Pour tous les produits que nous venons d'énumérer, il y a un effort à faire, qui ne peut être que fructueux. Et, à supposer que les producteurs français ou des colonies françaises s'inquiètent de conquérir le quart seulement des exportations étrangères indiquées ci-dessus, l'augmentation des ventes françaises serait de :

Lait concentré	160.000 fr. environ	
Farines	440.000 fr.	—
Sucre	45.000 fr.	—
Thé	10.000 fr.	—
Riz	200.000 fr.	—
Huile d'arachide	15.000 fr.	—
Fer, aciers, etc.	65.000 fr.	—
Savons	65.000 fr.	—
Automobiles	120.000 fr.	—
Total	1.120.000 fr.	—

L'intérêt qu'il y a à acheter des produits à la métropole s'augmente du fait qu'un fret plus important est ainsi assuré aux bateaux qui desservent les Etablissements français de l'Océanie. La régularité de ce fret d'aller peut engager les compagnies à réduire leur prix pour le fret de retour ce qui est le meilleur encouragement aux exportations des colonies vers la métropole.

« Le déficit de la balance des échanges commerciaux de la métropole avec l'étranger, dit M. G. Chenard, est de l'ordre de 9 à 10 milliards par an; il est occasionné par des achats de matières premières que nos colonies peuvent très souvent nous fournir et qui proviennent de pays qui ne nous achètent à peu près rien. »

Nous avons tout à gagner au développement des relations avec nos colonies.

« C'est plutôt dans le sens France-Colonies que dans le sens Colonies-France que la balance commerciale de nos possessions dispose d'une marge d'accroissement sensible par rapport aux importations étrangères » (1).

TABLEAU DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS
DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

	1932	1933	1934	1935
France	6.885	5.399	5.143	5.340
Colonies françaises..	205	345	130	387
Angleterre.....	430	485	1.210	845
Allemagne.....	225	79	183	244
États-Unis	8.803	5.548	6.061	9.209
Nouvelle-Zélande...	2.369	2.373	1.946	2.905
Australie.....	2.822	2.159	2.077	2.858
Chine.....	2.618	1.963	2.426	1.619
Japon	1	4	34	43
Autres Pays	360	1.116	923	1.053
Total	24.718	19.471	20.133	24.503

(En milliers de francs.)

(1) G. DAYRAS, *Les relations économiques entre la France et ses colonies.*

LES RELATIONS MARITIMES ET LE RÉGIME DOUANIER

« Situés à dix jours de navigation des Etats-Unis, à huit jours de la Nouvelle-Zélande et treize jours de l'Australie, alors qu'ils sont distants de trente-six jours de la France, ces archipels (Les Etablissements français de l'Océanie), de par leur situation géographique, ont depuis de longues années été conduits à entretenir d'importantes relations commerciales avec les trois pays étrangers précités.

Ces relations sont grandement facilitées par l'existence d'une ligne anglaise de navigation Sydney-San-Francisco avec escales à Wellington et Papeete, capitale et principal port de nos Etablissements français de l'Océanie. »

C'est par ces lignes que débute le rapport de M. Touze à la Conférence impériale; elles situent deux problèmes d'une importance primordiale : celui de la proximité, qui l'emporte sur la nationalité, et celui des relations maritimes qui créent ou développent les rapports commerciaux.

Mais, s'il est par conséquent naturel que les Eta-

blissements français de l'Océanie soient en rapports avant tout et surtout avec leurs voisins, cet état de choses est cependant sujet à changement; et en période de crise des barrières douanières s'élèvent partout pour gêner les importations. On comprend donc fort bien que la métropole se soit préoccupée du sort de cette colonie éloignée lorsque les marchés se sont fermés.

L'attitude de la métropole, à cet égard, consiste à essayer de contre-balancer par une politique de protection les conséquences naturelles qui dérivent du fait de la proximité de pays étrangers, et son corollaire, l'éloignement de la colonie. La principale arme est un régime de faveur, une politique de soutien pour les produits océaniens arrivant en France.

Nous allons donc diviser ce chapitre en deux parties; une première partie où nous traiterons des relations maritimes, une seconde où il sera question des rapports commerciaux des Etablissements français de l'Océanie avec la France et du régime douanier qui les gouverne.

1^o *Les relations maritimes.* — L'Océanie française est régulièrement reliée au reste du monde par deux lignes de navigation : avec la France (Marseille) par les Messageries maritimes, avec l'Australie, d'une part, et l'Amérique, d'autre part, par la Union Steamship Company.

a) *Relations avec la France.* — La ligne qui dessert Tahiti est celle de la Nouvelle-Calédonie, via Panama : les escales sont Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Fort-de-France (Martinique) et Cristobal-Colon (Panama);

en quittant Papeete le paquebot va jusqu'à Nouméa. La durée du voyage Marseille-Papeete est de trente-six jours et les Messageries maritimes assurent le service de 8 traversées par an, environ.

Cette liaison avec la métropole, qui est longue, présente l'avantage de se faire sans transbordement; c'est une liaison directe. Une autre ligne des Messageries maritimes, celle d'Australie par Suez, permet d'atteindre Tahiti après transbordement à Sydney.

b) *Ligne d'Australie-Etats-Unis.* — C'est la voie normale des relations postales, elle permet d'unir la France à Tahiti en vingt-cinq à vingt-huit jours. Le service est fait par les paquebots de la compagnie néo-zélandaise « Union Steamship ». L'itinéraire est le suivant : San-Francisco-Papeete-Rarotonga-Wellington-Sydney et retour. Il faut dix jours de San-Francisco à Papeete. A San-Francisco le courrier est expédié à New-York par voie ferrée et le trajet New-York-le Havre est fait par les paquebots de la Compagnie générale transatlantique. C'est la voie la plus rapide mais aussi la plus coûteuse, et elle nécessite deux transbordements.

Il n'est d'ailleurs pas indifférent que certaines marchandises arrivent à Marseille plutôt qu'au Havre. Si, par exemple, Marseille est tout indiqué comme port d'arrivée pour le coprah, par contre, pour les nacres ou le café, les importateurs ont intérêt à décharger au Havre parce que la principale fabrique de boutons de nacre se trouve à Méru dans l'Oise et aussi parce qu'une partie de la nacre reçue en France est réexportée en Angleterre ou en Allemagne; en ce qui concerne le café, parce que, à la Bourse du Havre, les tran-

sactions sur cette denrée sont importantes. Jusqu'à ces derniers temps, les nacres chargées à Papeete arrivaient à Marseille et attendaient dans ce port parfois plusieurs semaines avant de pouvoir être transbordées sur un bateau allant au Havre, parce que la plupart des bateaux qui vont au Havre arrivent à Marseille chargés à plein. Certains importateurs se sont émus de retards qui leur étaient préjudiciables et ils ont renoncé à la ligne de Marseille; ils ont chargé leurs nacres sur les bateaux de la Union Steamship. A San-Francisco, les nacres étaient transbordées sur un bateau de la Compagnie générale transatlantique qui, par le canal de Panama arrivait au Havre. La Compagnie des Messageries maritimes voyant ainsi un fret important lui échapper, sur une ligne où chaque tonne compte (rappelons que la France a importé 127 tonnes de nacres en 1935) s'est décidée à une mesure qui nous semble pleine d'avenir : les chargements destinés au Havre et qui quittent Papeete par les Messageries sont transbordés à Fort-de-France sur un navire de la même compagnie, qui se dirige directement sur le Havre. Cette innovation est intéressante, d'abord parce qu'elle réserve au pavillon français un fret qui était perdu pour lui, au moins partiellement; ensuite et surtout, parce que le fait, pour les produits océaniens d'arriver en France dans deux ports différents leur permet d'atteindre plus facilement certains marchés; le Havre peut, dans l'avenir, devenir un centre de distribution de produits des Etablissements français de l'Océanie pour le nord de la France, la Belgique, l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Allemagne, etc...

« Il n'existe pas, à notre connaissance, dit M. Touze,

de relations commerciales suivies entre les Etablissements de l'Océanie et la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie et la Pologne. Ces relations pourraient s'établir dans une certaine mesure, à la suite d'une propagande appropriée... » Nous pensons que la meilleure des propagandes consisterait à mettre les produits à vendre à la portée de ces clients possibles. C'est le rôle que jouera le port du Havre. Déjà, par exemple, en dehors des nacres, les cafés de Tahiti y auraient un marché plus facile puisque la Bourse du Havre s'occupe surtout de café.

Dans le dessein d'aboutir à une réduction des frais de transport maritime, la Commission de l'Outillage et la Sous-Commission spéciale des transports (1) ont demandé, entre autres mesures, que soient allégées les charges propres à l'armement national et que la Marine marchande française puisse compter sur la clientèle française officielle (fonctionnaires, agents des services concédés, et marchandises à eux destinées). Tout en approuvant pleinement ces vœux, nous estimons que les compagnies françaises de navigation, et les Messageries Maritimes en particulier, devraient s'inquiéter davantage du mouvement des affaires et des destinations de certains produits coloniaux. Il y a là une collaboration non point seulement utile et profitable pour les deux parties, transporteur et producteur ou importateur, mais indispensable à l'existence même de certaines colonies éloignées.

Le repliement sur soi-même qui caractérise l'écono-

(1) Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer.

mie actuelle se retrouve jusque dans le problème des transports, et, par exemple, il est question pour la Union Steamship Company de supprimer son escale à Papeete. Elle économiserait ainsi un jour sur la durée du trajet Wellington-San-Francisco. Les effets de cette suppression seraient graves pour les Etablissements français de l'Océanie. Nous voulons croire qu'il ne s'agit là que de projets : mais, en tous les cas, il faudrait, comme le dit très justement M. Touze, faire le nécessaire pour que cette ligne demeure : « Pour ce qui concerne la ligne anglaise de Sydney-San-Francisco, qui fait escale à Tahiti, nous devons dire qu'il y a le plus grand intérêt à faciliter sa tâche, afin qu'elle continue à desservir la colonie. » Il faudrait, cependant, envisager cette éventualité, dans le cas où elle se réaliserait ; et le meilleur moyen d'y pallier serait de développer la ligne Fort-de-France-Le Havre.

c) *Transit*. — La seule marchandise qui arrive en transit à Papeete est le coprah. Il arrive des îles anglaises du Pacifique, qui ne sont pas desservies par de grandes lignes de navigation, par exemple, des îles de Cook.

Le coprah arrive à Papeete et est expédié vers Marseille. La maison Donald s'est spécialisée dans ce travail. Le mouvement du transit qui était de 671.000 fr. en 1934 est descendu à 519.000 fr. en 1935.

d) *Relations interinsulaires*. — Ces relations, nous l'avons vu, sont assurées par des intérêts privés (sociétés ou particuliers). Des goélettes quittent Papeete et vont vers chacune des îles des Etablissements fran-

çais de l'Océanie (1). Il est fréquent que ces goélettes partent en donnant peu de précisions au sujet de leur voyage; il y a deux raisons à cela : d'abord les goélettes sont obligatoirement astreintes à la distribution du courrier dans les îles qu'elles visitent, et certains commerçants veulent échapper, au moins partiellement à cette obligation, en n'indiquant qu'un itinéraire incomplet; ensuite, les commerçants qui vont ainsi acheter dans les îles du café, du coprah et de la nacre, ne tiennent pas à renseigner leurs concurrents sur leurs fournisseurs ou ne veulent pas que les producteurs à qui ils font des achats soient au courant des prix des produits. Cette sorte d'égoïsme commercial, défendable d'ailleurs, ne résistera pas bientôt à la T. S. F. qui informe maintenant le planteur, dans la plus petite île, du cours de ses produits.

e) *Le mouvement maritime en 1935.* — En 1935, 69 navires, jaugeant au total 270.414 tonneaux sont entrés à Papeete, ils ont débarqué 23.760 tonnes de marchandises valant 21.147.000 francs.

Sur ces 69 navires, 22 étaient français, 34 anglais et 8 japonais.

La totalité des marchandises, sauf 368 tonnes, est arrivée sur bateaux anglais et français. Mais les Anglais l'emportent de beaucoup : 21.023 tonnes contre 2.369. On peut donc dire que c'est à peine un peu plus du dixième des importations qui est arrivé sur navires français.

(1) La navigation entre les îles des archipels est assurée par une flottille de 104 navires jaugeant au total près de deux mille tonneaux.

En 1934, les chiffres étaient :

Par navires français.....	3.559 tonnes
Par navires anglais.....	23.859 tonnes

Il y a eu une diminution du tiers environ pour le fret français, contre une diminution de 12 p. 100 environ du fret anglais.

En 1935, 69 navires sont *sortis*, jaugeant au total 270.792 tonneaux. Parmi eux, il y avait 26 navires français et 35 anglais.

Les marchandises embarquées ont atteint au total 154.866 tonnes, contre 103.746 en 1934. Le dépassement de 51.121 tonnes provient principalement du phosphate dont l'exportation s'est fortement accentuée en 1935 : 130.352 tonnes contre 77.470 en 1934.

A la sortie, les navires français ont embarqué 20.442 tonnes de marchandises contre 29.167 tonnes sur navires anglais. En 1934, les chiffres étaient :

Sur navires français.....	23.156 tonnes
Sur navires anglais.....	30.397 tonnes

La première constatation à faire est que les navires français arrivent insuffisamment chargés en Océanie; il est donc difficile aux compagnies de consentir des conditions avantageuses de transport. Si, au contraire, les exportations françaises vers cette colonie augmentaient, de meilleures conditions de fret et nous dirons même une plus grande fréquence serait possible sur ces lignes.

Il est à remarquer, il est vrai, que les importations de France sont de faible tonnage, relativement à leur

valeur; elles étaient, en effet, en 1935, de 1.259 tonnes sur un total de 15.190 tonnes, mais valaient 5.339.950 francs, sur un total de 24.503.077 fr. La France aurait donc intérêt à augmenter ses exportations dans le sens que nous indiquions (voir chap. *Importations*, p. 68). Ces exportations vers l'Océanie que nous souhaitons, et pour lesquelles nous considérons qu'un total de 1.120.000 francs serait facile à atteindre correspondraient approximativement à un fret supplémentaire de plus de mille tonnes.

2° Les caractéristiques des relations commerciales avec la France. — La France a une politique coloniale qui consiste à venir en aide à ses colonies; cette aide a pris depuis quelques années le nom de politique de soutien. Une politique de soutien peut être purement douanière et on se trouve alors en face de *taxes* à l'entrée de produits similaires étrangers, de *priorités* accordées à l'entrée de produits coloniaux, de *pourcentages* d'entrées étrangères proportionnelles aux importations coloniales, de *contingents* limitant brutalement les importations étrangères, enfin de *primes*, dont le montant est prélevé sur les droits que paie à l'entrée le produit similaire étranger (1).

Mais le soutien peut dériver aussi d'une série de mesures qui, en avantageant les colonies autrement

(1) Ainsi, par exemple, l'importation du coprah d'Océanie bénéficie des avantages suivants :

1° Droit de douane de 17,50 les 100 kgr. sur le coprah étranger;

2° Prime de 0,35 par kgr. pour le coprah colonial;

3° Justification d'achat d'un certain pourcentage de coprah colonial, pour toute entrée de coprah étranger.

que par des droits de douane, leur permet de mieux lutter dans la métropole contre les produits étrangers ou de se défendre chez elle contre ces mêmes produits.

Ces mesures peuvent être :

a) La diminution des charges fiscales qui, comme dans la métropole, grèvent lourdement le prix de revient.

b) L'octroi de crédits à bon marché. La plupart des productions coloniales sont à longue échéance et nécessitent des mises de fonds importantes qui ne rapportent pas avant plusieurs années.

c) La réduction des frais de transport; ces frais non seulement entrent pour une part importante dans le prix de vente, mais ils arrivent parfois à interdire toute exportation ou à modifier sa direction (par exemple les ventes de coprah aux Etats-Unis jusqu'au moment où le système de la prime a joué en France);

d) L'amélioration de ce qu'on appelle maintenant l'outillage colonial; amélioration qui permet d'obtenir soit de plus grandes quantités pour le même prix, soit une qualité de produit supérieure;

e) L'amélioration de la main-d'œuvre, par le développement de l'hygiène, de l'instruction, de la technique de l'indigène. Cette « amélioration » qui est aussi une œuvre de longue haleine a une influence directe sur la productivité;

f) L'application aux produits coloniaux des mesures dont bénéficieraient les produits de la métropole lors de la conclusion d'accords ou de traités commerciaux avec des pays étrangers. Trop souvent, en effet, les

rédacteurs de traités de commerce ou de conventions douanières oublient que ces accords vont s'appliquer non seulement à la France, mais à ses colonies; trop souvent, les produits de ces colonies sont à peine mentionnés, les intérêts de ces colonies à peine défendus.

L'initiative de ces mesures revient au Gouvernement central; mais il est évident que, si l'on veut qu'elles produisent tout leur effet, elles doivent être soutenues dans chaque colonie par l'activité privée.

De ces premières constatations, il résulte que le régime douanier d'une colonie a une importance capitale sur son développement; il est impossible de comprendre la politique de la métropole envers la colonie si l'on ignore les relations douanières qui existent entre elles.

« Une des questions les plus complexes que pose l'étude de l'orientation donnée aux relations économiques entre la France et ses possessions d'outre-mer, est certainement le choix d'un régime douanier exactement adapté à la politique poursuivie et à la diversité des intérêts qu'il convient de satisfaire » (1).

La loi du 13 avril 1928 qui réforme le régime douanier colonial classe les Etablissements français de l'Océanie parmi les colonies dotées d'un régime spécial, c'est-à-dire non assimilées à la métropole. Les produits originaires de France et d'Algérie, importés en Océanie sont admis en franchise des droits de

(1) G. DAYRAS, *Les relations économiques entre la France et ses colonies.*

douane. Les produits qui ne bénéficient pas de cette franchise douanière sont soumis aux droits du tarif minimum ou à des droits réduits déterminés selon une procédure spéciale.

Les Etablissements français de l'Océanie font partie des colonies du groupe à régime préférentiel. Sous la double condition du transport en droiture et de la production d'un certificat d'origine, les matières premières et les denrées alimentaires sont admises en France sans limite de quantité.

Mais l'Océanie française, comme nous allons voir, n'a pas toujours vécu sous ce régime douanier.

Court aperçu historique du régime douanier colonial et du régime douanier de l'Océanie en particulier.

Jusqu'en 1860, le système en vigueur s'écarte à peine du pacte colonial; c'est que la législation douanière s'occupe presque exclusivement de l'importation du sucre, principale richesse des « quatre grandes colonies » que la France a conservées après les traités de 1815. C'était d'ailleurs une réglementation qui favorisait les intérêts du Trésor et des raffineurs de la métropole plutôt que ceux des planteurs; les surtaxes énormes à l'entrée en France avaient pour effet de restreindre la consommation du sucre.

La loi du 23 mai 1860 réduisit fortement le droit à l'importation sur les sucres et les autres denrées colo-

niales. Par voie de conséquence, les obligations que le pacte colonial imposait aux colonies furent supprimées à la même époque; elles consistaient dans l'interdiction d'acheter des produits étrangers, dans la défense de vendre à l'étranger des produits de la colonie, enfin dans le monopole réservé au pavillon national de l'intercourse entre la métropole et ses colonies.

Le décret du 9 juillet 1869 fait disparaître les derniers vestiges du système colonial en édictant que « les produits de toute nature et de toute provenance peuvent être importés par tout pavillon dans les divers établissements français d'outre-mer. »

Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 applicable à nos principales colonies, consacre le droit pour la colonie de voter les tarifs d'octroi de mer perçus au profit de communes ainsi que les tarifs de douane perçus au profit du budget local de la colonie.

Le droit de douane ne peut être établi que sur les produits étrangers; au contraire, l'octroi de mer frappe également les produits étrangers et métropolitains. Les Conseils généraux des Colonies ne tardèrent pas à supprimer complètement les droits de douane pour ne laisser subsister que l'octroi de mer : c'était mettre la métropole au même rang que les pays étrangers, pour ses exportations aux colonies.

En France, les plaintes des industriels conduisirent au vote de la *loi du 11 janvier 1892*, qui assimile les colonies à la métropole, au point de vue douanier; cette assimilation ne pouvait pas être générale en

raison de la dispersion de certaines colonies. Tahiti, par exemple, par son éloignement est nécessairement placée en dehors de la sphère d'influence économique française.

Le système de l'assimilation qui ne développa ni les relations avec la métropole ni celles avec les pays étrangers a duré jusqu'à la loi du 13 avril 1928, qui divise à son tour les colonies en deux groupes :

- 1^o Les colonies assimilées, où une franchise douanière réciproque et complète règne avec la métropole;
- 2^o Les colonies à régime autonome, subdivisées elles-mêmes en territoires à régime préférentiel et territoires à régime non-préférentiel. Dans les premières, dont font partie les Etablissements français de l'Océanie, les produits français entrent en franchise douanière. Dans les secondes, des conventions internationales ne permettent pas de protéger les produits français. A l'entrée en France, le tarif minimum est appliqué aux exportations coloniales, sauf détaxe spéciale.

En ce qui concerne le commerce entre les colonies françaises, la franchise est réciproque.

Ce régime nouveau, plein de souplesse, et, pourrait-on dire, de compréhension, a donné d'excellents résultats; il a resserré les liens de collaboration entre la France et ses colonies et conduit à une augmentation des échanges. Un système corollaire, celui des primes de soutien (lois des 31 mars 1931 et 7 janvier

et 29 avril 1932) frappe de taxes spéciales certains produits étrangers à leur entrée en France; le montant est ensuite réparti entre les diverses colonies productrices. Cette ristourne ne profite cependant aux colonies que si son montant est supérieur à celui de la taxe payée par la colonie; et ceci n'est possible que si les importations étrangères en France dépassent pour le produit envisagé, les importations des colonies.

Toute cette politique de protection a pour but d'assainir la situation économique des colonies et de leur permettre de réduire leur prix de revient pour être ainsi en meilleure posture sur le marché international. Ce n'est pas tout; il faut de plus, que les produits de la colonie puissent circuler avec facilité. « L'influence du régime douanier appliqué doit être également combinée avec un autre élément : la facilité des relations avec telle ou telle puissance plus rapprochée. La géographie impose certains courants commerciaux inéluctables à nos colonies côtières, servant d'escalas de transit aux pays étrangers voisins (1). »

En plus des droits de douane et de l'octroi de mer il existe à Tahiti des taxes d'importation, des droits de consommation, des droits de quai ou de débarquement, des droits de statistique.

La taxe à l'importation est de 4 % sur le prix net de la facture.

L'octroi de mer est de 12 % *ad valorem*.

(1) G. DAYRAS, *op. cit.*

La taxe d'entrepôt est de 0,15 par jour et par tonneau, plus un droit de 0,75 % *ad valorem*.

La taxe de transbordement et de transit est de 2 %.

Comme la France a intérêt à augmenter son commerce avec les colonies, certains droits de sortie sur les exportations sont fortement majorés pour les produits coloniaux destinés à l'étranger. Ainsi à Tahiti, les droits de sortie sur les principaux produits sont :

	Vers la France.	Vers l'étranger.
Coprah, les 1.000 kgr.	10 fr.	50 fr.
Nacre, les 1.000 kgr.	90 fr.	150 fr.
Vanille, les 100 kgr.	30 fr.	50 fr.
Phosphates, les 1.000 kgr.	4 fr.	4 fr.

Tous les autres produits sont exempts de droits de sortie.

On remarquera que seuls les phosphates paient à la sortie une taxe identique quelle que soit leur destination. C'est que, nous l'avons vu, la métropole n'a pas besoin de phosphates océaniques; il n'y a donc pas de modification à rechercher dans le mouvement d'exportation de ce produit, du point de vue métropolitain. Il y aurait lieu de se demander, toutefois, si, dans le but d'assainir la situation budgétaire des îles, il ne serait pas utile de taxer davantage le phosphate à la sortie. Si, au lieu de 4 francs la tonne, le phosphate payait seulement 10 francs (c'est-à-dire ce que paie au minimum le coprah) les revenus de Tahiti seraient augmentés de plus de 700.000 francs par an.

Afin de pouvoir établir les droits et taxes *ad valo-*

rem, à la sortie de la colonie, un arrêté fixe, tous les trois mois, la mercuriale officielle. Nous donnons ci-dessous celle qui fut en vigueur dans la colonie du 1^{er} avril au 30 juin 1935 (arrêté en date du 28 mars 1935) :

Vanille, de toutes qualités, le kgr. .	27 fr. 50
Coprah local, la tonne	500 fr.
Coprah, en transit, la tonne	550 fr.
Nacre, la tonne	1.750 fr.
Noix de coco, en coque, le mille.	150 fr.
Café décortiqué, le kgr.	6 fr.
Fungus, le kgr.	6 fr.
Biches de mer, le kgr.	5 fr.
Rhum, le litre	3 fr.
Sucre (local), la tonne	1.500 fr.

LA QUESTION CHINOISE

Comme dans tout le Pacifique, l'immigration chinoise risque de devenir pour les Etablissements français de l'Océanie un problème grave. Dans les plantations des îles du Pacifique, l'Européen ne s'occupe, en général, que de la surveillance des travaux et de leur direction. Le dur labeur est fait par l'indigène; or, l'indigène maori, favorisé par une végétation exubérante est peu porté lui-même à l'effort (1). D'ailleurs, toute fatigue le déprime physiquement. De bonne heure, les Chinois sont venus en Océanie pour suppléer au manque de main-d'œuvre, et leur nombre va augmentant.

Nous avons déjà vu, par exemple, qu'ils sont les seuls à savoir traiter convenablement la vanille. Ils ont été les seuls aussi à s'occuper de sucre, puis de café. Quant au petit commerce local, on peut dire qu'il est entièrement entre leurs mains.

Le nombre des Chinois à Tahiti qui était de 248 en 1907 est passé à 1.230 en 1912 et à plus de 4.000 en 1935.

(1) Presque partout, lorsqu'il est propriétaire, l'indigène ne cultive qu'une partie de la terre dont il dispose et laisse le reste en jachère.

Le Chinois, commerçant et économe, est arrivé, à Tahiti comme en Indo-Chine, à prêter à l'indigène, en général, à des taux usuraires. Le gouvernement s'est élevé contre ces pratiques et la meilleure solution a consisté à suggérer aux producteurs indigènes de se grouper en coopératives agricoles. D'autre part l'entrée dans la colonie a été sérieusement réglementée et nous donnons en appendice un extrait des décrets en vigueur à ce sujet.

Mais il serait injuste de ne pas rendre hommage aux qualités du travailleur chinois; nous le savons fruste et économe : il est actif et travailleur. Il aime « l'aventure » du pays neuf et ce caractère est bien marqué par l'absence de femmes, ou leur faible nombre dans la colonie chinoise.

« Pour connaître les pays vers lesquels se dirige le Céleste, dit Etienne Dennery (1), il suffit de savoir lesquels ne lui sont pas fermés. Pour connaître les situations auxquelles il atteint, il suffit de savoir lesquelles ne lui sont pas interdites. »

Mais il est certain qu'il faut protéger l'indigène tahitien contre une invasion chinoise, dans la mesure où la réglementation de cette protection ne préjudicie pas au développement économique de la colonie.

(1) Et. DENNERY, *Foules d'Asie*.

LA REPRÉSENTATION DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie EN FRANCE

Les Etablissements français de l'Océanie sont représentés en France par l'Agence économique des Territoires africains sous mandat et des colonies autonomes, 11, rue Tronchet, à Paris. Cet organisme, qui dépend du Ministère des Colonies, reçoit toutes les statistiques commerciales et les tarifs douaniers de ces colonies; il centralise la documentation commerciale et fournit aux exportateurs de la métropole les renseignements les plus récents et les plus précis sur les débouchés coloniaux. De même, les colonies s'adressent à l'Agence pour avoir des indications sur le marché métropolitain. La semi-autonomie dont jouit l'Agence est cependant plus apparente que réelle; ou plutôt les services y sont répartis de telle façon que les territoires africains sous mandat (Togo et Cameroun) l'emportent, au point de vue administratif, sur les colonies autonomes, qui sont au nombre de neuf. La raison en est que l'Agence vit des subventions que lui versent les diverses colonies qu'elle représente; or, la plus forte cotisation vient du Cameroun-Togo et ces territoires sont de ce fait avantagés au détriment de colonies qui comptent parmi les plus anciennes du domaine français. Pis encore : comme conséquence de cette hiérarchie, et eu égard au montant de la

participation financière à la gestion de l'Agence, tous les comptes de l'Agence, pour tous les services, doivent aller au Cameroun pour examen et approbation; c'est dire si une modification intérieure a des chances de se réaliser.

Cette question de la cotisation ne devrait pas conduire à pareille discrimination entre les colonies, parce que les territoires sous mandat sont beaucoup plus étendus à eux deux que les colonies autonomes et aussi parce que les colonies autonomes traînent derrière elles des dettes que n'ont pas le Togo et le Cameroun. Enfin le trafic commercial réalisé par les colonies autonomes laisse loin derrière lui le trafic des territoires africains sous mandat. Le tableau ci-dessous permettra de s'en convaincre aisément (nous donnons les chiffres de l'année 1934) :

Martinique.....	371.200.000 fr.
Guadeloupe.....	302.900.000 fr.
Réunion.....	298.800.000 fr.
Côte des Somalis.....	243.200.000 fr.
Établissements de l'Inde....	223.613.000 fr.
Nouvelle-Calédonie.....	99.100.000 fr.
Saint-Pierre et Miquelon....	81.400.000 fr.
Guyane française.....	66.600.000 fr.
Éts. français de l'Océanie ...	37.000.000 fr.
Cameroun.....	131.200.000 fr.
Togo.....	60.300.000 fr.
Total.....	1.915.313.000 fr.

Il est donc à souhaiter qu'une modification intervienne dans la gestion de l'Agence économique et que les colonies soient représentées en fonction de leur importance commerciale.

CONCLUSION

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE ET LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE

L'examen que nous venons de faire de la situation économique des Etablissements français de l'Océanie nous permet maintenant d'envisager quelles sont les mesures dont l'application serait susceptible de procurer une amélioration de leurs conditions d'existence et de développement.

Pour procéder méthodiquement, nous reprendrons les suggestions faites lors de la Conférence impériale pour les expliquer et, éventuellement, marquer les résultats acquis depuis la clôture de la conférence, car il y en a.

Nous ferons précéder cet examen de considérations d'ordre général.

Les problèmes qui se posent en France se retrouvent aux colonies, avec cette différence qu'ils se compliquent de données purement locales : climat, pro-

duction, main-d'œuvre, etc... Mais, de plus, depuis la dévaluation de la livre et du dollar, l'économie française, dans la métropole comme aux colonies, se trouve en présence de deux régimes de prix : les prix français, c'est-à-dire à change élevé et les prix mondiaux, qui ont, en général, suivi la livre sterling (1).

Si la France trouvait la totalité de son approvisionnement en matières premières dans ses colonies, le problème des prix serait résolu, un cycle parfait serait formé, et il ne serait question qu'incidemment, et en tous cas subsidiairement, de la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux. Mais, ce n'est pas le cas; et, en 1934, par exemple, les colonies n'entraient que pour 25 p. 100 dans le total des importations en France : exactement 5 milliards 800 millions sur un total de 23 milliards, et la France était tributaire de l'étranger pour les trois quarts de ses achats.

La France est obligée de rompre l'équilibre des prix dans ses rapports avec les colonies : elle achète les produits coloniaux au cours mondial, et elle vend les siens au tarif intérieur, c'est-à-dire au taux élevé. Pareille façon de procéder ne peut aboutir qu'au ralentissement des échanges jusqu'au jour où la différence entre les deux prix est comblée par des taxes et des primes (2).

(1) Juin 1936.

(2) La suppression de la taxe extraordinaire de 15 % et de nombreux contingents, comme suite à la dévaluation de septembre 1936, vient confirmer, alors que nous donnons le bon à tirer de cette étude, ce que nous écrivions avant cette opération monétaire.

Et encore cette solution n'est-elle pas définitive; d'abord parce que certaines matières premières étrangères nous sont indispensables et que les taxer serait les écarter; ensuite parce que cette solution porte préjudice à certains gros importateurs métropolitains qui se désintéressent du marché colonial.

Il est évident qu'une solution comme celle de la prime à l'importation (pour compenser la différence entre le prix de revient et le cours mondial du produit) ne peut être que provisoire; elle doit tendre, en effet, « non pas à maintenir artificiellement une activité basée sur un déficit permanent, dit M. Paul Reynaud, mais à donner au producteur le temps et les moyens d'adapter son prix de revient aux conditions générales nouvelles du marché. » (1)

Il faut donc, petit à petit, faire rentrer nos colonies dans le rang des producteurs internationaux; en améliorant et en développant leur production, en surveillant la qualité et le prix de revient, elles retrou-

(1) La prime est une somme prélevée sur les droits de douane que paie à l'entrée en France un produit similaire venant de l'étranger. Ces sommes sont ensuite distribuées aux colonies exportatrices, au prorata de leurs exportations vers la métropole, du même produit. Ce système permet, d'une part, de venir en aide aux producteurs coloniaux, d'autre part, d'assurer le ravitaillement de la métropole. Mais les producteurs coloniaux se plaignent de la modicité du taux de cette prime et aussi du retard mis à sa distribution. Par exemple, on a distribué en mai 1934, à Papeete, la prime pour les exportations de bananes faites en 1932. Le gouvernement métropolitain devrait consentir une avance qui permettrait de régler le montant des primes, sur le vu des connaissances. La prime étant un supplément de prix que reçoit l'expéditeur, elle devrait être touchée en même temps que le principal, c'est-à-dire, en général, contre remise des documents.

veront dans des débouchés accrus la perte subie tout d'abord, du fait de l'assujettissement aux cours mondiaux. Le système de la prime de compensation a cet avantage de cesser lorsque les cours mondiaux haussent (alors que le droit de douane fixe est rigide et demeure, en sacrifiant le consommateur).

Mais il est important de surveiller le coût de production de façon à le réduire et à le ramener au niveau des prix extérieurs, avec également comme conséquence la suppression de la prime de compensation.

La France importe de l'étranger des produits qu'elle pourrait trouver dans ses colonies, soit parce que les colonies n'en fournissent pas une quantité suffisante, soit parce qu'elles fournissent des produits de qualité inférieure. On peut, par une politique appropriée, remédier à ces deux causes, en augmentant la production partout où cela est possible et en surveillant la qualité (1).

La question est plus complexe lorsqu'il s'agit non point d'augmenter la production mais, au contraire, de la restreindre à cause de la surproduction mondiale (c'est le cas pour la vanille et le café, par exemple). Il faut alors que la colonie impose à ses planteurs une discipline et que ceux-ci l'observent en comprenant qu'il y va de leur intérêt. Pour des colonies de rendement très limité comme l'Océanie, la solution

(1) La question de la qualité, quand elle finit par être comprise par les producteurs eux-mêmes peut donner d'excellents résultats; il suffit de songer aux offices algérien et marocain pour le contrôle des fruits et primeurs pour s'en convaincre.

réside dans l'obtention de meilleurs prix; la quantité produite est si faible par rapport à la production mondiale, que le facteur surproduction ne joue pas; mais, en veillant à obtenir une qualité supérieure pour ses produits, l'Océanie s'assure des prix élevés.

Telles sont les grandes lignes qui doivent marquer les rapports de la France avec ses colonies.

M. Paul Reynaud dans son rapport à la Chambre, dit qu'il est vain de vouloir s'enfermer dans un cycle « métropole-colonies » et d'ignorer l'économie mondiale. Nous sommes dans ce cycle : la politique protectionniste de la métropole a fait monter les prix de la vie dans l'empire, tout en enlevant des débouchés aux colonies; mais il faut considérer cette période comme passagère, la production impériale ne pouvant suffire à réaliser une indépendance complète de la France pour certaines matières premières, le retour à l'équilibre des prix nous ramènera à une conception des rapports entre pays très différente des conceptions éphémères actuelles d'autarchie.

Pour développer une économie impériale, il faut :

1^o Une politique de soutien pour le produit colonial;

2^o Une politique de préférence pour le produit français aux colonies.

Cette double attitude conduit, il est vrai, à ce que nous croyons bon d'éviter, c'est-à-dire, la constitution d'un système en marge du mouvement international : un couple France-colonies ne tenant pas compte des prix mondiaux; et ce système risque, non seulement d'anémier mais d'asphyxier notre écono-

mie générale, parce que les économies sont solidaires et les rapports entre pays, indispensables. Le problème doit consister uniquement à *limiter* ces rapports lorsque, comme la France, on possède un immense empire colonial.

C'est pourquoi, au cours de ses travaux, la Conférence impériale a recommandé que l'on renonce aux droits de douane prohibitifs et que l'on accorde plutôt des primes aux importations coloniales. De même, elle recommande les priorités plutôt que les contingents.

Il y a enfin un dernier problème d'ordre général à considérer : c'est celui de la *similitude de production* : dans cet empire si vaste, il y a des produits qui se retrouvent dans différentes colonies : le coprah, la vanille, les phosphates, par exemple. Il faut que les producteurs des mêmes produits dans les divers territoires sachent où ils vont, qu'ils aient une « politique » de ce produit, comme en France, il y a une politique du vin et une politique du blé. Il ne faut pas qu'une colonie inonde le marché et oblige les autres à vendre à vil prix ou à détruire leur production. Entente, discipline économique, sont les mots d'ordre d'un empire colonial sain.

Ces obligations réciproques, supposent par ailleurs une attitude commune à l'égard de l'étranger; et cette attitude aura d'autant plus de chances de triompher qu'elle sera plus généralement acceptée. Comme l'a très justement indiqué M. Serruys dans son rapport à la Conférence : « Une économie impériale n'est, en somme, qu'une méthode de concentration

tendant à une organisation commune de la production et une mise en commun du marché. »

Ces considérations générales formulées, nous allons examiner les suggestions de la Conférence impériale. Parmi les vœux émis par les commissions, voici ceux qui peuvent être retenus, au point de vue de notre étude, parce qu'ils concernent particulièrement les Etablissements français de l'Océanie ou qu'ils peuvent les intéresser par analogie :

1^o *Répression des fraudes sur la qualité ou sur l'appellation d'origine.* — Ce sont les fraudes sur la qualité qui nous intéressent plus spécialement, et elles peuvent se produire pour le coprah par exemple.

Le coprah océanien est de très bonne qualité lorsque l'amande a été séchée sans moisir; malheureusement, la seule manipulation locale de la noix, manipulation qui consiste à sécher l'amande, est souvent faite sans soin par l'indigène. Il est à souhaiter que les planteurs donnent à l'indigène des indications précises, et surveillent sévèrement le séchage de l'amande de coco de façon à lui permettre de voyager en parfait état (1).

2^o *Soins à donner aux expéditions,* du point de vue du conditionnement et de l'emballage.

(1) Un genre de fraude, qui semble fréquent, consiste à vendre, et à expédier volontairement du coprah insuffisamment séché et par conséquent plus lourd. Le résultat est que le coprah fermente pendant la traversée (certaines expéditions voyagent même sur le pont, par crainte de fermentation) et qu'à l'arrivée à Marseille il y a jusqu'à 15 p. 100 de déchet de route, alors que normalement ce déchet ne devrait pas dépasser 5 p. 100 (perte de poids due à la dessiccation).

Pour le coprah, l'emballage se fait en sacs de jute; lorsque la fabrique de tissage mécanique sera installée à Papeete, la question des sacs sera définitivement résolue.

L'emballage de la vanille est très soigneusement fait par les Chinois, dans des boîtes métalliques soudées.

L'emballage des fruits frais, bananes et oranges laisserait plutôt à désirer; est-ce à cause de la cherté du bois en Océanie? Les Etablissements français de l'Océanie importent, en effet, annuellement plus de 2.000 tonnes de bois dit « commun » dont le prix varie entre 35 et 50 francs les 100 kilos. Les distances sont trop grandes pour qu'on puisse envisager le retour des cageots ou caissettes vides, pour les expéditions d'oranges, par exemple, faites en Nouvelle-Zélande. Mais, ce qui nuit le plus, pensons-nous, à l'exportation de fruits frais, c'est l'éloignement de cette colonie et l'absence d'installations frigorifiques spéciales à bord des navires faisant le service de cette ligne.

3^e Ceci nous conduit à un troisième vœu : celui de la *réduction du taux du fret*. Nous avons vu, lorsque nous avons traité de la question des rapports maritimes des Etablissements français de l'Océanie que le fret est élevé et qu'il entre pour une trop grande part dans les prix, à l'importation comme à l'exportation. La solution devrait venir de la métropole, sous forme de participation; il est certain que la faiblesse du tonnage à l'entrée (voir p. 76) ne permet pas aux compagnies de navigation de compenser une réduction du prix par une augmentation du volume des transports. L'Etat seul peut obliger les compagnies françaises, en les dédommageant, à baisser leur prix. Il y

va d'une question de prestige tout d'abord; il est ensuite certain qu'un fret moins élevé entraînerait des échanges plus nombreux qui, à la longue, finiraient par être suffisamment rémunérateurs et par rendre inutile la prime aux compagnies.

4^o *Pour le café.* — « Si l'on peut souhaiter l'extension de cette culture, dit le rapport de la commission, il faut aussi s'occuper de produire une qualité qui réponde au goût du consommateur. »

La question de qualité est résolue : le café des Etablissements français de l'Océanie est excellent au goût et est entièrement absorbé — sauf la consommation locale — par la métropole (1).

Comme la France est tributaire de l'étranger pour 150 à 160.000 tonnes de café, par an, il serait bon d'intensifier la culture du caféier en Océanie (2).

Le prix moyen du café exporté des Etablissements français de l'Océanie a été :

1932	3 fr. 55 le kgr.
1933	3 fr. 60 —
1934	6 fr. 20 —
1935	3 fr. 10 —

(1) C'est le propre d'ailleurs de toutes les productions « locales » de café de ne jamais peser sur le marché et d'être toujours entièrement absorbées, quel que soit le prix du café brésilien, et si saturées qu'en soient les diverses places. Voir à ce sujet le récent livre de ROWE, *Men and Markets* (Cambridge, 1936), pp. 22 et s.

(2) En 1934, la France a importé 1.762.478 quintaux de café, dont 183.466 provenaient des colonies. Déduction faite de cet apport colonial, et si l'on considère que le prix moyen du café, était, au Havre, en 1934, de 150 fr. les 50 kgr., cela fait au total une importation étrangère de près d'un demi-milliard de francs (473.703.600 fr.). Le café cotait au Havre (8 juin 1936) 115 fr. le sac de 50 kgr.

Le problème est de savoir si, au prix moyen de 3,50 le kgr., le café est un produit rémunérateur (1).

5° Nécessité enfin d'un *organisme central métropolitain de cohésion*, de coordination et de contrôle, qui permette aussitôt de vérifier toutes les données éparses et d'établir des plans de cultures ou de production pour les colonies. Au sujet de cet organisme central de cohésion, nous croyons intéressant de citer M. Paul Reynaud : « Il est indispensable de posséder une documentation suffisante concernant les colonies, pour exercer le contrôle nécessaire, pour donner les instructions, qui, dans de nombreux cas, doivent venir du Ministère, en un mot pour prendre une décision qui ne soit pas fantaisiste ou purement copiée sur les demandes des fonctionnaires locaux. »

On est surpris que pareille organisation n'existe pas encore; faut-il s'en prendre à l'absence de lien entre les diverses agences économiques représentant les colonies à Paris ? au personnel trop réduit du Ministère des Colonies, administration qui était toute désignée pour centraliser les indications émanant des colonies, pour les classer, les surveiller, au besoin les contrôler ? Il y aurait certainement là matière à étude spéciale.

Rien ne guide aujourd'hui le producteur colonial dans le genre et l'importance de sa production, rien

(1) Les Établissements français de l'Océanie ont exporté en France, en 1935, 166 quintaux de café valant 52.000 fr. Ils ont importé 26 quintaux, principalement des États-Unis, valant 18.000 fr.

sinon le cours des produits qu'il vend. Mais ce procédé tout empirique a ses risques et le planteur le sait; il attend des pouvoirs publics des indications précises qui seraient pour lui la plus efficace des protections.

Nous avons vu que pour la *vanille*, la conférence souhaitait la limitation de la production et la lutte contre les succédanés non déclarés. La production de vanille en Océanie n'est pas suffisamment importante pour que l'on songe à la réduire; elle est facilement absorbée, par les marchés métropolitain et américain.

Enfin, pour le *coprah*, il faudrait intensifier le développement des cocoteraies. Rappelons que la France utilise plus de 200.000 tonnes de coprah par an. Sur ce total impressionnant, 35 à 40.000 tonnes seulement viennent des colonies françaises. Il y a donc d'immenses possibilités dans cette voie.

Il semble que, pour le coprah, la Conférence économique ait été écoutée; partout sous les tropiques, on entreprend la culture du cocotier, principalement en Afrique. Il est probable que d'ici 6 ou 7 ans les importations françaises de coprah viendront pour la plus grande part de nos colonies.

En ce qui concerne particulièrement les Etablissements français de l'Océanie, la commission spéciale des relations internationales des possessions d'outre-mer souhaite :

1^o Un accroissement des *exportations de coprah* vers la France; pour cela, elle envisage deux moyens :

l'augmentation des taux de protection et un abaissement du prix du fret (1);

2^o L'aménagement sur les paquebots des Messageries maritimes de *cales fraîches pour les fruits*. Ce problème est compliqué : des frais d'aménagement très onéreux peuvent-ils être entrepris sur des navires pour des chargements qui, en définitive, ne seraient pas très importants ? Nous ne le pensons pas.

3^o Etablissement d'un service régulier et définitif de *navigation interinsulaire*. Il est à peine croyable que ce service ait un caractère provisoire; il est actuellement fait par le *Tooya*. Il est vrai que, comme nous l'avons vu, l'industrie privée assure par goélettes les relations entre les divers archipels (2).

4^o Prolongation jusqu'à Papeete de la *ligne Indo-Chine-Nouméa* : ce serait déjà la certitude de l'existence de relations plus fréquentes avec la métropole, et une amélioration des relations interinsulaires (3). Mais surtout cela permettrait de créer un courant d'échanges entre l'Indo-Chine et les Etablissements français de l'Océanie. L'Indo-Chine pourrait acheter en Océanie les phosphates dont elle aura bientôt

(1) Le prix de transport d'une tonne de coprah « du Pacifique en Europe » est de 4 à 5 livres sterling.

(2) « Il est de l'intérêt de nos colonies, comme de l'intérêt de notre marine marchande et de notre commerce, de maintenir les lignes régulières qui sont indispensables à l'écoulement des produits coloniaux. » (Rapport de M. Paul Malingre, député, sur la Marine marchande, Budget de 1935).

(3) Les Messageries maritimes ont un départ toutes les semaines pour Saïgon.

besoin pour ses rizières (1) et vendre du bois, du thé, du riz et du charbon, etc... La Chine, qui n'achète aux Etablissements français de l'Océanie que le champignon « fungus », les biches de mer et un peu de vanille, soit au total (1935) pour 37.000 francs, a vendu par contre aux Etablissements français de l'Océanie (2) pour près d'un million de marchandises par an; et nous n'avons indiqué dans le tableau en note que les produits susceptibles d'être fournis par notre grande colonie d'Extrême-Orient. La prolongation vers Tahiti de la ligne Saïgon-Nouméa aurait donc des répercussions heureuses sur le développement du commerce inter-colonial.

Malgré toutes ces bonnes raisons, le prolongement de la ligne Saïgon-Nouméa sur Papeete serait une charge trop lourde pour les services contractuels des

(1) L'utilité des engrais se fait sentir, en Indo-Chine à mesure que l'on exige un plus fort rendement des rizières. L'engrais humain (Annam et Tonkin), les déchets de poissons, les guanos ramassés dans les grottes et aussi parfois les incendies de forêts et de brousse qui assurent l'apport de sels minéraux potassiques, gagneraient à être remplacés par un engrais de production et de qualité régulières, comme les phosphates des E. F. O.

(2)	1933	1934	1935
Riz	840	724	810
Thé	48	39	35
Poissons secs et en conserve	9	9	10
Viandes salées.....	13	15	13
Légumes secs, etc.....	32	26	33
Boissons distillées.....	16	14	15
Ouvrages de sparterie et vannerie.	14	9	9
Total.....	972	836	925

(En milliers de francs.)

Messageries maritimes, c'est-à-dire, en définitive, pour l'Etat. Il ne reste qu'à souhaiter que le besoin de phosphates se fasse suffisamment sentir en Indo-Chine pour que des chargements complets puissent quitter Makatea pour Saïgon, directement.

6° La *fiscalité coloniale* grève parfois jusqu'à la stérilité le commerce colonial. En Océanie comme partout, le budget étant en déficit, il faut recourir aux taxes; et ces taxes se superposent, créant ainsi toute une cascade de suppléments au prix de revient du produit. Les nacres paient, par exemple :

Une taxe à l'exportation.....	2 p. 100 <i>ad val.</i>
Des droits de sortie	120 fr. par tonneau
Un droit de chargement	60 fr. —

et aucune prime ne vient compenser, même partiellement, ces taxes !

« Les administrations locales, en attendant l'aide de la métropole, dit M. Paul Reynaud (*op. cit.*) ont accordé des prêts aux planteurs. Certaines colonies ont augmenté les taxes ou créé quelques impôts nouveaux. Tant d'efforts auxquels se sont ajoutés ceux faits par les producteurs, industriels et commerçants coloniaux, pour réduire leur prix de revient ou de vente, ne devaient pas rester vains : les principales productions locales sont aujourd'hui hors de danger. *Il n'en est pas de même de l'Océanie* : elle n'est pas arrivée à surmonter la crise; longtemps traitée en parente pauvre, elle sortait à peine, au début de la crise, du stade primitif des produits de cueillette. Son économie, mal assurée, fut aisément bouleversée. »

Sans être aussi pessimiste que l'ancien Ministre

des Colonies, nous pensons qu'une revalorisation générale des cours des principaux produits océaniques, mais une revalorisation saine et qui aurait des chances de durer, remettrait les Etablissements français de l'Océanie sur le chemin sinon de la prospérité, du moins de la santé économique. C'est aussi l'avis de M. H. Sautot, gouverneur par intérim, qui déclarait aux Délégations économiques et financières à Tahiti, en septembre 1935 : « Du point de vue économique, la colonie continue à souffrir de l'incertitude de la situation internationale et des fluctuations déconcertantes des cours des produits du cru qui en résultent » (1).

7° Il faut enfin améliorer la « réception » des produits à Marseille, par exemple : des relations maritimes régulières doivent permettre la constitution d'un stock permanent de produits d'un débouché régulier. Il est difficile, il est vrai, de mettre à exécution ces recommandations en ce qui concerne les Etablissements français de l'Océanie; des produits comme le coprah ou la vanille sont périssables et ne permettent pas un long magasinage.

Mais la régularité dans les envois coloniaux en général permettrait justement d'éviter soit une pénurie (avec ses contre-coups à la Bourse du commerce) soit

(1) Cours moyen des principaux produits océaniques :

	1932	1933	1934	1935
Coprah, 100 kgr.....	61,50	42,80	40,75	58,50
Vanille, 100 kgr.....	1.778	1.495	2.125	3.000
Phosphates, la tonne ...	44	44	44	57,50
Nacres, 100 kgr.	138	140	108,50	180

(*Journal officiel* des E. F. O., 16 mars 1936).

un surstockage, qui risquerait de mettre sur le marché un produit défraîchi.

La question de la distribution des produits coloniaux à leur arrivée en France a d'ailleurs été étudiée avec soin. Les suggestions faites tendent principalement :

1^o A la création de stocks permanents pour les produits de débouché régulier;

2^o A l'approvisionnement régulier du marché en denrées périssables, par une rotation bien comprise;

3^o A l'organisation de la reconnaissance des produits coloniaux à l'arrivée, afin de renseigner l'exportateur sur l'état réel de la marchandise après le transport. Ce point est particulièrement important pour les exportateurs qui n'ont pas de représentant direct au port d'arrivée. Ou la marchandise est vendue ferme, et l'acheteur s'estime lésé si elle est en mauvais état à l'arrivée. Ou la marchandise est envoyée en consignment ou en commission et alors, trop souvent, le commissionnaire prétextera un mauvais état pour payer un prix inférieur à l'exportateur.

4^o Au groupement des statistiques coloniales de façon à renseigner aussi bien le client métropolitain que les producteurs coloniaux.

Toutes ces mesures, on le conçoit aisément, faciliteront les rapports commerciaux des colonies avec la métropole et leur permettront surtout de vendre de meilleurs produits à un taux plus rémunérateur; ajoutons qu'elles n'offrent que peu d'intérêt pour les Etablissements français de l'Océanie.

Mais le marché métropolitain ne suffit pas et il est à souhaiter qu'après la période de désordres moné-

taires et économiques que nous traversons, une ère plus calme permette la reprise des rapports commerciaux réguliers et sûrs entre tous les pays. Ces relations ne pourront s'établir avec quelque chance de durée qu'une fois résolues les irritantes questions de besoins en matières premières et en débouchés.

CONCLUSION

Si la situation économique des Etablissements français de l'Océanie ne peut avoir une importance ou une gravité exceptionnelles, il n'en est pas moins vrai que son examen nous a permis de faire le tour des principaux problèmes commerciaux intéressant les colonies en général.

Ainsi que nous l'avons constaté en commençant, les Etablissements français de l'Océanie sont un exemple type de territoire colonial; ce que nous avons dit au sujet de Tahiti peut, dans une certaine mesure, s'appliquer à d'autres colonies françaises; et c'est pourquoi, dans cette conclusion nous nous attacherons à formuler des généralités qui devraient avoir cours pour le domaine colonial français pris dans son ensemble. La colonie est, avant tout, un producteur de matières premières et elle ne doit sortir de ce rôle qu'avec d'infinies précautions. S'il est vrai que le régime du pacte colonial a vécu, la métropole cherche néanmoins dans une colonie autre chose et plus qu'un territoire d'expansion pour sa civilisation. La France, comme toutes les métropoles, recherche son intérêt en défendant ses colonies.

Il faut souhaiter entre l'Océanie et la France des

rapports de plus en plus importants, des échanges de plus en plus nombreux. Ceci suppose tout d'abord des relations maritimes régulières et suivies; il faut ensuite que dans les échanges entre la métropole et les colonies, matières premières contre produits manufacturés, il soit tenu compte de part et d'autre des prix mondiaux. Ainsi posé le problème semble aisé à résoudre; la première des conditions, celle des relations maritimes, devant être remplie à mesure que celle des prix se réalise. Malgré la simplicité de ces données, il n'en est pas ainsi, en fait.

C'est que, pour l'Océanie, la distance qui la sépare de la métropole a augmenté les prix des produits échangés; de ce fait, les échanges se sont ralentis. Il a fallu que la crise mondiale conduise la France à rechercher les produits coloniaux pour que le courant des échanges reprenne. Et cette reprise n'a pu se faire que grâce à des avantages financiers et douaniers.

D'autre part, comme nous l'avons vu, jusqu'à l'application de ces mesures protectrices les Etablissements français de l'Océanie se considéraient comme indépendants de la métropole et peu soucieux d'aller jusqu'à elle pour lui vendre leurs produits. La crise a, par les mesures qu'elle a suggérées, rapproché les distances.

C'est cette politique nouvelle, de protection, qui régit actuellement les rapports de la France avec ses colonies et tout porte à croire qu'elle durera longtemps. Elle est d'ailleurs logique : toute conquête militaire coloniale étant le prélude d'une conquête commerciale; mais cette conquête commerciale poussée jusqu'à l'exclusivisme peut à la longue anémier l'éco-

nomie coloniale ; elle conduit aussi à une paresse économique parce que, certaine d'obtenir en France un débouché pour ses produits, la colonie s'inquiétera de moins en moins de conquérir d'autres marchés ; et enfin elle ne se souciera pas de produire à des prix de revient peu élevés.

Dans un sens ce nouveau pacte colonial que constitue le système douanier en vigueur en France, avec ses exagérations lorsqu'il frappe les produits étrangers, marque une ère nouvelle qui fort heureusement ne s'ouvre qu'à peu de pays. L'Angleterre, la Russie, les Etats-Unis, la France peuvent ainsi, grâce aux territoires immenses qu'ils contrôlent se raidir, en période de crise économique, contre des rapports trop grands avec l'étranger, fermer leurs portes aux produits du dehors et acheter chez eux, même à un prix plus élevé ; mais peu à peu la métropole s'aperçoit que les colonies, qui devraient être pour elle des soutiens, lui sont une charge et que seul un retour à un équilibre économique rationnel peut la sortir de la crise.

Il faudra de nombreuses années avant que le monde se libère de cet enchevêtrement de droits prohibitifs et de contingents. Mais entre temps les métropoles auront assuré ainsi leur propre existence et celle de leurs colonies. On ne saurait les blâmer.

APPENDICE

LE BUDGET DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

Nous allons consacrer quelques pages à l'examen du budget; les chiffres que nous trouverons, nous permettront de mieux saisir certains aspects de la vie économique de cette colonie.

Le budget des Etablissements français de l'Océanie est en déficit depuis 1932. En 1934, pour parer à ce déficit, qui allait augmentant (1), les Etablissements français de l'Océanie ont reçu de la métropole une subvention de 2.000.000 de francs. Cette subvention a été ramenée à 300.000 francs pour l'année 1935, en raison de la réforme administrative, qui prévoyait des compressions massives dans les budgets locaux, et par suite leur retour à l'équilibre. La subvention est de 225.000 francs pour 1936 (2).

(1) 1.352.000 francs en 1934.

(2) Budgets (en recettes et en dépenses) des E. F. O.

1928.....	21.657	
1929.....	14.197	milliers
1930.....	15.286	de
1931.....	18.867	francs.
1932.....	16.593	
1933.....	15.400	
1934.....	15.300	

Malheureusement, la déflation des prix des matières premières risque fort de déjouer les calculs d'équilibre les plus savants. Etudiant tout récemment le problème monétaire, dans ses rapports avec le budget, M. Charles Rist, disait, d'une façon plus générale, il est vrai, mais néanmoins assez clairement pour que sa déclaration puisse nous servir d'argument : « Où est la cause du mal ? Il faut le dire franchement : elle est économique et non budgétaire. Les dévaluations successives de la livre et du dollar ont créé entre la France et les plus grandes nations productrices une disparité de prix qu'aucun effort n'a pu combler jusqu'ici... Le franc, à son niveau actuel, facilite donc les importations et décourage les exportations (1). »

Voici, d'après le *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie, en date du 16 décembre 1935, les chiffres prévus des recettes et des dépenses pour l'année 1936 :

Budget des Établissements français de l'Océanie pour 1936.

RECETTES DU SERVICE LOCAL.

1^o *Recettes ordinaires :*

Impôts perçus sur rôles	2.229.000 fr.
Contributions perçues sur liquidations	6.492.160 fr.
Produits des exploitations industrielles	1.318.370 fr.
Produits perçus sur ordres de recettes	2.626.100 fr.
<i>A reporter.....</i>	<i>12.665.630 fr.</i>

(1) Juin 1936.

<i>Report</i>	12.665.630 fr.
Prélèvements ordinaires sur la caisse de réserve	néant
Recettes des exercices antérieurs.	88.000 fr.
Recettes d'ordre	néant
2 ^o <i>Recettes extraordinaires :</i>	
Recettes extraordinaires	726.000 fr.
Prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve	néant
Avance de trésorerie de la loi du 31 mars 1931.....	néant
Total	<u>13.479.630 fr.</u>

DÉPENSES DU SERVICE LOCAL.

1 ^o <i>Dépenses ordinaires :</i>	
Dettes exigibles	310.660 fr.
Gouvernement (personnel)	339.420 fr.
Gouvernement (matériel).....	157.790 fr.
Administration générale (person- nel).....	1.868.340 fr.
Administration générale (matériel)	360.110 fr.
Services financiers (personnel) ..	733.710 fr.
Services financiers (matériel) ...	174.140 fr.
Exploitation industrielle (person- nel).....	1.211.740 fr.
Exploitation industrielle (salaires ouvriers)	1.098.000 fr.
Exploitation industrielle (maté- riel)	1.591.240 fr.
Services d'intérêt social et écono- mique (personnel).....	2.348.970 fr.
Service d'intérêt social et écono- mique (matériel)	1.211.550 fr.
Dépenses diverses	1.283.400 fr.
Fonds secrets	5.000 fr.
Dépenses imprévues	59.560 fr.
2 ^o <i>Dépenses extraordinaires :</i>	
Dépenses extraordinaires	726.000 fr.
Total	<u>13.479.630 fr.</u>

Pour que les faits correspondent aux prévisions il faut souhaiter une hausse mondiale des prix de gros qui aurait pour conséquence immédiate de meilleures rentrées pour le budget local des Etablissements français de l'Océanie (1).

D'ailleurs, les déclarations gouvernementales étaient empreintes d'optimisme et l'avenir des Etablissements français de l'Océanie était envisagé avec plus d'assurance, les recouvrements budgétaires étant pour l'année 1935 presque tous supérieurs à 1934 et en tous cas supérieurs aux prévisions.

Voici, en effet, quels sont ces chiffres (Rapport de M. Sautot).

	1934	1935
Droits de douane à l'importa- tion	880.765,15	905.147,64
Droits de transit	9.234,69	7.435,07
Droits à la sortie	319.116,08	536.755,07
Droits d'expertise des vanilles.	8.000,07	7.155,53
Droits de navigation.....	582,08	620,72
Droits d'entrepôt, etc.....	24.952,02	28.019,41
Droits de consommation :		
a) Sur les spiritueux.....	343.413,90	288.958,57
b) Sur les hydrocarbures...	121.436,87	166.211,42
c) Tabacs		
Droits d'octroi de mer	1.125.120,20	1.011.310,98

(1) Lorsque la dévaluation de la livre et du dollar se produisit, les Etablissements français de l'Océanie vendirent moins aux États-Unis et à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande; sans l'augmentation des exportations vers la France, augmentation due en grande partie à la politique de soutien, les E. F. O. ne se seraient pas relevés de cette crise. La dévaluation de ces deux monnaies a d'ailleurs contraint les producteurs qui voulaient vendre, à baisser leur prix dans la proportion de la chute monétaire, c'est-à-dire à vendre parfois au-dessous du prix de revient.

Si les droits de transit ont diminué, par contre, les droits de douane à la sortie sont en forte avance (plus de 215.000 francs) et les droits d'entrepôt ont augmenté de 15 %. Les droits de consommation n'ont, par contre, augmenté que pour les hydrocarbures, signe du développement de la circulation automobile dans la colonie.

**CONDITIONS D'ADMISSION
DANS LES
ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie**

*Décret du 6 avril 1930 réglementant les conditions
d'admission des Français et des étrangers dans les
Etablissements français de l'Océanie.*

Formalités imposées aux Français.

ARTICLE PREMIER. — Tout voyageur français, sujet ou protégé français de l'un ou l'autre sexe devra, pour être admis à débarquer sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie :

1^o Produire une pièce d'identité ayant un minimum de trois mois de date, portant une photographie récente et donnant tous renseignements sur son état-civil.

2^o Sur ordre délivré par les ordonnateurs secondaires du Ministère des Colonies, chefs de service dans les ports du Havre, de Nantes, Bordeaux, Marseille, consigner avant son départ, au Trésor, qui en délivrera reçu, le montant du prix d'un passage (pas-

sage de pont pour les hommes, passage en troisième classe pour les femmes et les enfants de moins de 15 ans) destiné à pourvoir le cas échéant aux frais de son rapatriement.

Les passagers réquisitionnaires et leur famille sont dispensés de l'observation de ces deux formalités.

Conditions d'admission imposées aux étrangers.

ART. 2. — Tout voyageur étranger de l'un ou l'autre sexe devra, pour être admis à débarquer sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie :

1^o Etre porteur d'un passeport dûment visé par les autorités diplomatiques ou consulaires françaises du pays d'origine si, toutefois, le visa n'est pas rendu inutile par les conventions internationales.

2^o Fournir un extrait de son casier judiciaire lorsque la réglementation du pays d'origine prévoit la délivrance de cette pièce ou, dans le cas contraire, un certificat attestant qu'il n'a subi aucune condamnation.

Ces pièces devront avoir un maximum de six mois de date.

3^o Sur ordre délivré par les ordonnateurs secondaires du Ministère des Colonies, chefs de service dans les ports du Havre, de Nantes, Bordeaux, Marseille, déposer au Trésor, qui en délivre reçu avant son départ s'il s'effectue d'un port métropolitain, la somme nécessaire à son rapatriement éventuel dans son pays d'ori-

gine, soit en consigner le montant entre les mains des autorités du bord qui le reverseront, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée, au Syndic de l'Immigration ou à son représentant.

Restent également en vigueur les décrets ci-après :

1^o Décret du 4 décembre 1903 :

« Tout étranger, non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie devra, dans les quarante-huit heures qui suivront son débarquement dans la Colonie, faire une déclaration de résidence. »

Il entraîne, en conséquence, pour cette catégorie d'étrangers, le paiement d'une taxe, dite « taxe d'immatriculation » de 50 francs or.

2^o Les étrangers astreints à la formalité du visa de passeport (dépêche ministérielle C. D. I. du 17 février 1920) restent soumis à leur entrée en Océanie française au paiement d'une taxe spéciale de 50 francs or, instituée par arrêté local approuvé par le Ministre des Colonies.

.....

Toute compagnie de navigation, tout armateur qui aura accepté des passagers à destination des Etablissements français de l'Océanie, sans exiger d'eux la production des dites pièces, pourront être astreints à supporter les frais de rapatriement de ces voyageurs.

Le tarif des sommes à consigner pour frais de rapa-

triement éventuel par les voyageurs français et étrangers dans les conditions prévues par le décret du 6 avril 1930, est établi ainsi qu'il suit :

France	3.000 fr.
Europe	4.000 fr.
Amérique du Nord	2.100 fr.
Australie	3.000 fr.
Nouvelle-Zélande	2.000 fr.
Chine	4.500 fr.
Japon	4.500 fr.
Autres pays.....	6.000 fr.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Vu :

Le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et approuvé le 10 juillet 1936.

Le Président de Thèse,

RENÉ MAUNIER.

BIBLIOGRAPHIE

- BOHUN LYNCH. *Isles of Illusion. Letters from the South Seas*, Londres, 1923.
- A. BRULÉ. *La Politique économique de la France à l'égard de son empire colonial*.
- CARSOW. *Quelques aspects du commerce impérial de la France*, Paris, 1935.
- Conférence Économique de la France Métropolitaine et de ses Colonies*, Paris, 1934.
- COURTET. *Nos Établissements en Océanie*, Paris, 1911.
- Georges DAYRAS. *Les Relations Économiques de la France et de ses colonies*, Paris, 1934.
- E. DENNERY. *Foules d'Asie*, Paris, 1930.
- Les Établissements français de l'Océanie : Jadis et Aujourd'hui*, Paris (Exposition Coloniale Internationale; Commissariat Général), 1931.
- Guide des Colonies françaises de l'Océan Pacifique*, Paris, 1931.
- Georges HARDY. *Nos grands problèmes coloniaux*, Paris, Colin, 1931.
- Paul HUBERT. *Le Cocotier*, Paris, 1906.
- Roger LÉVY. *Extrême-Orient et Pacifique*, Paris, 1935.
- MARTELLI-CHAUTARD. *Le Commerce de la France avec ses possessions*, Paris.
- MAURETTE. *Les grands marchés des matières premières*, Paris, Colin.
- MAZARS. *Les liaisons maritimes de la France avec ses colonies*, Paris.
- PELLETIER et ROUBAUD. *Empire ou Colonies*, Paris, 1936.
- F. V. PICQUENOT. *Géographie physique et politique des Établissements français de l'Océanie*, Paris, 1900.
- J. W. F. ROWE. *Men and Markets*, Cambridge, 1936.
- A. SARRAUT. *La mise en valeur des Colonies françaises*.
- SEURAT. *L'Huître perlière, Nacres et perles*.
- WILLIS-MONTÉPIC. *Manuel d'agriculture tropicale*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Les Établissements français de l'Océanie. Définitions. .	9

PREMIÈRE PARTIE

Les Produits	17
La Politique agricole en Océanie	33
Industrie locale et Tourisme	35
Les Débouchés	42

DEUXIÈME PARTIE

Les Importations	59
Les Relations maritimes	70
Le Régime douanier	78
La Question chinoise	87
La Représentation en France	89

CONCLUSION

La Conférence impériale	93
Conclusion.	110
APPENDICE	113
BIBLIOGRAPHIE	122

